



Des promesses de \$4,3 milliards d'ici 30 mois

par Réjean LACOMBE

TORONTO — Les promesses électorales du Parti conservateur atteindront \$4,3 milliards au cours des deux prochaines années. C'est du moins ce qu'a soutenu, hier, le chef conservateur, M. Brian Mulroney, devant près de 1.500

membres de l'Empire Club et du Canadian Club de Toronto. Au cours de la première an-

née, un gouvernement conservateur consacrerait \$1,7 milliard en vue de réaliser certaines pro-

messes électorales. Ce montant, estime M. Mulroney, représente environ un et demi pour cent des dépenses actuelles du gouvernement.

Selon les adjoints du leader tory, ces dépenses de \$1,7 milliard au cours de la première

Lire, page A-2, MULRONEY



RICHARD MAROIST
AVOCAT
485, boul. Langelier, Suite 400
Québec, P.Q. G1K 5P3
524-3514

LE SOLEIL

Procurez-vous chaque jour la nouvelle section **SPORT** du **SOLEIL**

88e année, no 207
150 pages 10 cahiers

QUÉBEC, MERCREDI 29 AOÛT 1984

Livraison à domicile (6 jours) 2,10\$
Iles de la Madeleine-Gaspé-Percé-Abitibi 50c Québec 35c

But d'une nouvelle campagne Revaloriser l'enseignant

par Damien GAGNON

Le ministère de l'Éducation du Québec investira \$500.000 dans une campagne de revalorisation des enseignants et de l'école publique.

Cette information communiquée au SOLEIL a été confirmée, hier, par un porte-parole du bureau du ministre de l'Éducation, M. Yves Bérubé.

M. Bérubé tente présentement d'associer à cette campagne ses principaux partenaires en éducation, notamment, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, la Fédération des comités de parents de la province de Québec et la Centrale de l'enseignement du Québec.

Pour la préparation de cette opération, le ministère de l'Éducation a retenu les services de la firme Bouchard Communication Publicité de Montréal, celle-là même qui a charge de la campagne électorale des libéraux de John Turner.

Lire, page A-2, ENSEIGNANT

Meurtre à Cap-Rouge: on croit au maniaque



C'est par cette porte-fenêtre non verrouillée qu'est entré le meurtrier de la jeune Karine Drouin (en médaillon).

par Michel TRUCHON

Les enquêteurs de la police de Sainte-Foy n'écartaient pas la possibilité, hier, que la jeune Karine Drouin, trouvée poignardée hier matin dans la maison de sa mère à Cap-Rouge, ait été victime d'un maniaque sexuel.

Les policiers tentaient toujours de vérifier certaines informations selon lesquelles un voyeur aurait été aperçu dans le coin depuis quelques jours. Par

Autre texte et photo, page A-3

ailleurs ils sont portés à établir un lien entre l'assassinat de l'adolescente et une autre affaire répondant au même "modus operandi". Il y a un mois environ, une femme avait été assaillie par un individu armé d'un couteau qui s'était introduit par la fenêtre de son appartement.

Lire, page A-2, MEURTRE

Royale gagne la Transat



Au terme d'un enlevant duel avec Charente-Maritime, le catamaran Royale a finalement franchi le premier la ligne d'arrivée de la Transat TAG Québec—Saint-Malo, hier.

Tous les détails, pages H-10 et H-11

Région de Québec 32 des lieux d'élimination contaminés

par Raymond GAGNE

La région de Québec compte au moins 32 lieux d'élimination, anciens et récents, de déchets industriels. Ceux-ci sont considérés potentiellement contaminés à des degrés divers.

Ainsi, l'ancien dépôt municipal de Saint-Gédéon, dans la Beauce, présente actuellement, selon le ministère de l'Environnement, un potentiel de risque pour la santé publique et un potentiel de risque élevé pour l'environnement.

Dans la ville même de Québec, l'ancienne usine de fabrication de gaz de Québec Power, située sur la rue Verdun, dans ce qu'il était convenu d'appeler le parc industriel Saint-Malo, menace éventuellement de contaminer le sol et la nappe d'eau souterraine.

On y trouve de l'huile, de la naphthaline pure, de la coke, des sulfures de même que des hydrocarbures aliphatiques et aromatiques et des phénols.

Ces informations ont été rendues publiques, hier, alors que le Groupe d'étude et de restauration des lieux d'élimination des déchets dangereux (Gerled)

d'Environnement Québec, dévoilait les résultats découlant de l'inventaire des lieux d'enfouissement de déchets toxiques de la région.

Cette étude préliminaire a porté sur 69 lieux d'enfouissement. Trente-deux ont été retenus parce qu'ils représentent un danger potentiel soit pour la santé de la population, soit pour l'environnement, soit encore pour les deux à la fois.

Depuis le printemps dernier, 367 endroits ont été répertoriés à travers 9 régions du Québec. Sur ce nombre, 155 n'exigeraient pas d'intervention. Par contre, 212 devront faire l'objet d'études plus poussées et éventuellement d'actions correctives.

Restent à venir les résultats de l'inventaire de la région de Montréal, la plus importante, tant à cause de la densité de la population que celle de la forte industrialisation qui la caractérise.

Environnement Québec projette de dépenser \$7 millions, au chapitre de dépenses opé-

Lire, page A-2, POLLUTION

SOMMAIRE

Annonces classées	G-4 à G-9
Arts et spectacles	D-3 à D-6
Bandes dessinées	G-9
Bridge	G-9
Carrières et professions	G-2
Consommation	C-1 à C-6
Décès	G-11
Economie-finances	F-1 à F-8
Editorial	A-12
Feuilleton	D-6
Hier et aujourd'hui	C-6
Horoscope	G-9
Information régionale	B-1 à B-5
Monde	G-1 à G-12
Mot mystère	G-9
Mots croisés	G-8
Où aller à Québec	D-6
Page documentaire	A-11
Patron	G-9
Politique	A-6 à A-9
Sport	H-1 à H-20
Télévision	D-4
Votre page	A-13



A Québec et dans l'Est, nuageux avec averses. Maximum entre 24 et 27. Demain, peu de changement.

Détails, page A-4

Ovide Plouffe fait salle comble



Plus de 2.000 Québécois se sont entassés vaillamment dans une étroite salle Louis-Frédéric, pour assister à la première, hier, du Crime d'Ovide Plouffe, sous l'œil ravi des vedettes Donald Pilon et Anne Létourneau.



Détails, page D-3



Quelques-uns de nos prix spéciaux en pages C-12, F-8



MULRONEY

année n'entraînerait aucune augmentation du déficit.

Par ailleurs, au cours de la deuxième année, un gouvernement conservateur consacrerait une somme de \$2,7 milliards en dépenses additionnelles.

En plus, M. Mulroney a précisé qu'il envisageait, pour le reste de la présente année financière, des allègements fiscaux et des dépenses discrétionnaires additionnelles to-

(suite de la première page)

talisant de \$300 à \$500 millions. Selon le chef conservateur, cette somme sera financée à même des économies réalisées au sein de l'appareil gouvernemental.

Pas complet

Toutefois, ce bilan du coût des engagements électoraux des conservateurs n'est pas complet. Les adjoints de M. Mulroney ont précisé qu'ils étaient incapables

d'évaluer les dépenses d'un gouvernement conservateur à ce chapitre pour les troisième et quatrième années du mandat du gouvernement.

Dans un document de soutien au discours de M. Mulroney, on indique même que "plusieurs engagements ne figurent pas dans ce document". On explique que certains de ces engagements n'impliquent pas de coût réel comme la promesse de ne pas percevoir la taxe d'accise sur le carburant vendu aux agriculteurs.

Dans d'autres cas, on parle d'une réaffectation des fonds dans les programmes existants et du maintien d'engagements gouvernementaux existants. On souligne de plus que le coût d'autres

engagements seront déterminés par les négociations fédérales-provinciales. Il en va ainsi de la question des taxes sur l'alcool, la garde des enfants et de la réforme du système de pensions.

Guerre des chiffres

Ainsi, à six jours des prochaines élections, la publication du coût des promesses électorales du Parti conservateur risque de déclencher une véritable guerre des chiffres. Le chef du Parti libéral, M. John Turner, qui avait indiqué que les conservateurs avaient fait 338 promesses, donnera la réplique à M. Mulroney jeudi.

D'autant plus que le leader tory a jeté un premier pavé dans

la mare libérale en disant que le coût des promesses libérales allaient atteindre \$4,5 milliards et que celles des néo-démocrates s'élevaient à \$7,4 milliards sans compter différentes nationalisations inscrites au programme du NDP qui entraîneraient des déboursés de \$30 milliards, selon les conservateurs.

Les engagements électoraux du Parti conservateur tels que dévoilés hier par M. Brian Mulroney se résument ainsi:

	1985-86	1986-87
Agriculture	\$224	\$124
Petites entreprises		
Énergie	50	60
Pêches	268	268
Mines	45	55
	150	200

Forêts	5	130
Transports	11	65
Santé et bien-être social	265	315
Recherche / développement	100	250
Anciens Combattants	22	22
Formation et emploi	285	285
Défense	190	210
Justice	8	8
Construction navale	75	100
Total	1,698	2,092
	millions	millions

A ces montants s'ajoutent des allègements et des dépenses discrétionnaires additionnelles totalisant entre \$300 et \$500 millions.

ENSEIGNANT

(suite de la première page)

Il s'agit d'une opération à deux volets dont le premier qui portera sur la revalorisation des enseignants devrait débiter vers le milieu de septembre.

Des messages dans les journaux, à la radio et à la télévision, présentés sous forme de mises en situation, viseront à donner une image positive des enseignants, à démontrer que l'école n'est pas uniquement un lieu de discorde et que les jeunes y apprennent quelque chose.

Si ce premier volet donne des résultats positifs, il est prévu un second volet qui portera sur la qualité de l'école publique et les nombreux services qu'elle offre à la population.

Au bureau du ministre de l'Éducation on souligne qu'il est question d'une telle campagne depuis plusieurs mois. Elle est nécessaire, dit-on, compte tenu que ce qui a été et ce qui est véhiculé sur les enseignants et l'école publique ne correspond pas à la réalité.

Mais, on se refuse à faire un lien entre cette décision et les effets négatifs pour les enseignants et l'école de la publicité gouvernementale lors du dernier conflit avec la Centrale de l'enseignement du Québec qui a abouti, en décembre 1982, à l'adoption du décret tenant lieu de convention collective des enseignants.

Un discours insultant

La nécessité pour le ministre de l'Éducation de tenir une telle campagne est toutefois

apparue plus évidente le printemps dernier suite à la tenue des audiences du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) sur la condition enseignante.

L'ensemble des syndicats d'enseignants et d'autres groupes du monde scolaire ont soutenu que le climat général des écoles et l'image des enseignants se sont particulièrement détériorés depuis la dernière ronde de négociation et la première année d'application du décret.

Les enseignants n'ont pas digéré le discours gouvernemental les présentant comme des privilégiés de la société ce qui, selon eux, a contribué à diminuer considérablement leur crédibilité auprès des élèves et des parents.

Ils ont donc profité des audiences du CSE pour exiger réparation. "Le gouvernement doit réparer les pots qu'il a lui-même cassés et investir dans une campagne de revalorisation du statut d'enseignant."

La Fédération des comités de parents et la Fédération des commissions scolaires ne sont pas contre cette opération et elles acceptent sans doute de collaborer avec le ministère de l'Éducation.

Il en va autrement de la Centrale de l'enseignement du Québec. On veut connaître, dans les moindres détails, les intentions du ministre de l'Éducation avant de se prononcer. Cette question sera abordée au bureau national qui se réunit aujourd'hui.



Le ministre Reynald Fréchette

Pas de ministre, pas de commission parlementaire

par Pierre MARTEL

Attendue par un peu tout le monde oeuvrant dans le secteur de la construction, la commission parlementaire de l'économie et du travail a dû être ajournée à aujourd'hui 14h en raison de l'absence motivée du ministre du Travail, M. Reynald Fréchette.

Convoquée pour 10h, hier matin, les auditions n'ont pu débiter devant l'impossibilité du ministre Fréchette de revenir d'un voyage de pêche à la Baie James. En raison de la température inclemente dans ce secteur, les avions ne pouvaient atterrir.

Quelques dizaines d'intéressés présents, hier matin, dans la salle de la commission parlementaire, n'ont pas manqué de souligner, en riant, que le ministre avait attrapé beaucoup plus de poissons que prévu.

Rappelons que cette commission parlementaire a été convoquée en vertu de l'article 51 de la Loi sur les relations de travail pour entendre les parties prenantes du décret de la construction afin de faire le point sur les négociations à la veille de la fin de la prolongation du décret, soit à la veille du 31 août.

Après avoir entendu les parties, le ministre du Travail peut décider d'une seconde prolongation du décret, d'entériner une entente qui pourrait intervenir ou d'imposer un nouveau décret si les parties ne réussissent pas à s'entendre.

Depuis plusieurs jours, des rencontres (exploratoires ou de négociations selon diverses versions) ont lieu entre l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ) et trois des cinq associations syndicales, soit le

Conseil provincial des métiers de la construction, la CSN-construction et la CSD-construction. Ces trois organisations syndicales représentent près de 58 pour 100 des travailleurs de la construction.

La plus importante organisation syndicale de la construction, la FTQ-construction, est exclue des pourparlers. Celle-ci veut négocier un régime de sécurité du revenu pour les travailleurs de la construction. Ce que l'association patronale refuse carrément.

A l'ajournement de la commission parlementaire, le député libéral de Portneuf et critique de son parti en matière de travail, M. Michel Pagé, a formulé le vœu que les parties profitent du nouveau délai de 28 heures pour tenter de parvenir à une entente négociée.

MEURTRE

(suite de la première page)

Les cris de la victime l'avaient fait fuir.

C'est vers 8h hier matin que Karine Drouin, fille de Mme Andrée Lemelin-Drouin et de M. Robert Drouin, vice-recteur à la faculté des sciences de l'université Laval, a été trouvée sans vie par une copine qui venait la chercher pour aller à l'école.

L'adolescente de 17 ans gisait sur le lit de sa mère, ensanglantée, et des traces de sang se remarquaient sur les murs de la chambre, du passage et d'une autre pièce de la maison située au 1500 de la rue de la Cité.

L'amie de Karine Drouin alla frapper chez une voisine qui appela la police et une ambulance. Les premiers policiers arrivés sur les lieux constatèrent que la "personne blessée" qu'on leur avait signalée était morte et qu'elle portait la trace de plusieurs coups de couteau.

La mort a été officiellement constatée par le médecin légiste, le Dr Richard Authier. L'autopsie, pratiquée en fin d'après-midi hier, a révélé que l'adolescente avait été frappée à une vingtaine de reprises et que sept des coups, au thorax et à l'abdomen, étaient mortels. Onze des coups de couteau ont porté à la partie supérieure du corps tandis que les autres ont touché les mains et les bras.

L'examen du corps ne permettait pas, hier, d'affirmer que la victime avait été violée, mais le pathologiste préférait attendre le résultat des analyses avant de se prononcer catégoriquement.

La mort pourrait être survenue vers 2h du matin, heu-

re qui correspondrait à celle où une voisine a entendu trois hurlements, "comme des cris d'horreur" a-t-elle dit à la police.

A prime abord, rien ne semble avoir été volé dans la maison du 1500 de la Cité, une petite place groupant des maisons jumelées, en bordure du chemin Saint-Louis en face de l'usine d'épuration.

Avant de mourir, Karine Drouin aurait résisté à son agresseur car une partie des objets de la chambre où elle dormait ont été bousculés. On pense aussi qu'il y a eu une poursuite, car les murs du corridor, ainsi que ceux de sa chambre, sont maculés de sang. Cette résistance pourrait expliquer les blessures aux mains et aux bras.

Les policiers, qui ont passé la maison au peigne fin pendant plusieurs heures, n'ont pas retrouvé l'arme du crime. Ils ont cependant relevé des indices et des empreintes digitales qui pourraient faire progresser leur enquête.

Une empreinte de main et des traces de sang sur le bras de l'escalier intérieur, près de la porte principale, leur permettent d'affirmer que le meurtrier se serait enfui par l'avant, sans refermer la porte à clef.

Quant à la façon dont il s'est introduit dans le jumelé, il ne fait aucun doute que c'est par la porte-fenêtre donnant sur la chambre principale.

L'enquête est menée par les détectives Jules Dubois et Michel Gauvin, assistés des autres enquêteurs de la police de Sainte-Foy.

POLLUTION

(suite de la première page)

rationnelles, pour les cinq prochaines années, a-t-on appris au cours de la conférence de presse donnée dans les bureaux de la Direction régionale de Québec du ministère de l'Environnement.

Ces crédits permettraient au ministère d'assurer le suivi de ses interventions dans le champ de la décontamination des lieux d'enfouissement de déchets industriels à potentiel de risque à travers le Québec.

De même, estime-t-on à \$100 millions la somme qui serait nécessaire pour réaliser la décontamination de tous les lieux d'enfouissement qui présentent un risque pour la santé et l'environnement.

On insiste toutefois pour dire qu'il s'agit là d'une évaluation sommaire des coûts et qu'il y a lieu d'utiliser cette prévision avec prudence.

■ pure laine importée d'Écosse

les vestons tweed

texture chaleureuse du tweed pure laine, tissé exclusivement pour simons, selon un procédé spécial permettant d'obtenir en mélangeant des fils de couleurs différentes, un effet très subtil de carreaux tout en nuances. des vestons confectionnés selon nos normes de qualité. coupe plus ample, épaules aux contours naturels, boutons de cuir. tons mixtes de bleu et charbon, bleu et brun, kaki et roux. 36 à 46 incluant quelques modèles courts et longs. 235.00

■ exclusif au trente et un

le mot du jour

Bonne affaire

Un lecteur veut une opinion sur "télévision payante". Même s'il y a un risque de confusion avec une télévision qui rapporte, "payante" est mieux que "à péage" (droit que l'on paie pour mettre les pieds quelque part).

Pierre BELLEAU

LE SOLEIL

SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)

647-3333 Lundi au vendredi: 8h30 à 19h30
Samedi: 9h30 à 13h00

LES ANNONCES CLASSEES

647-3311 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00

REDACTION

647-3394 du lundi au vendredi de 8h à 19h30
647-3233 à partir de 19h30 et en fin de semaine

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est. Québec. G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206.

la maison

simons

TROIS MAGASINS... PLACE STE-FOY... GALERIES DE LA CAPITALE... VIEUX QUÉBEC

Jetée à la rue, à 70 ans

par Yvan LEPINE

Une vieille dame de Saint-Pie-X, âgée de 70 ans et physiquement handicapée, a été évacuée, hier après-midi, de son logement, situé au 2660, avenue Barty, à Québec.

Mme Yvette Bergeron ne savait pas ce qui l'attendait lorsqu'elle est revenue de faire quelques courses, s'appuyant péniblement, comme d'habitude, sur son petit panier roulant. Lorsque des amis sont allées à sa rencontre la prévenir des événements en cours et qu'elle a aperçu la nuée de curieux, ses meubles étalés le long de la chaussée et les démolisseurs, Mme Bergeron a fondu en larmes.

"Nous allons toutes vous aider", lui a affirmé une de ses amies. "Venez vous reposer chez moi", lui a offert une autre. Mais la vieille dame s'est alors ressaisie et elle s'est dirigée vers son logement. "Je rentre chez moi", a-t-elle annoncé.

Sous le regard attristé, héberlué ou admiratif (selon le cas) des quelque 200 badauds, Mme Bergeron a fait son entrée dans son ancien logis, où l'y attendait un huissier muni d'un bref d'exécution autorisé par un juge de la cour provinciale.

Il s'en est suivi de violents échanges verbaux entre la vieille locataire et l'huissier. Elle a même fait réinstaller son téléphone et a tenté de joindre le ministre de la Justice, M. Pierre-Marc Johnson. Quand est venu le temps de sortir le sommier du lit, Mme Bergeron s'est alors débattue et les policiers ont dû l'empoigner et l'amener de force dans leur véhicule. Ils l'ont ensuite transportée au poste de police où elle a été incarcérée pour désordre. Sa cause sera entendue ce matin à 9h30 à la cour provinciale.

Pendant ce temps, ce sont des voisins et membres de la société Saint-Vincent-de-Paul qui ont pris en charge ses biens, laissés à l'air libre et, à un certain moment, sous la pluie. Ils les ont d'abord recouverts de morceaux de polythène, puis les ont acheminés par camion dans un entrepôt de la ville de Québec.

Réactions des voisins

Sauf pour les voisins habitant les sept autres logements du bâtiment, qui ont plutôt assisté impassiblement à la scène, l'entourage de Mme Bergeron a vivement réagi à son expulsion.

A plusieurs reprises, des curieux ont crié des messages haineux à l'endroit des policiers, du huissier et des démolisseurs effectuant leur devoir.

"Elle était si fine. C'était une vraie grand-mère pour moi", a déclaré Mlle Nancy Morin, qui a pris en charge "Petit blond", le chien de la vieille dame. D'autres s'inquiétaient des médicaments que doit prendre Mme Bergeron et de la couchette qui lui sera offerte au poste de police, car elle doit dormir sur un lit de planches de bois depuis l'accident qu'elle a subi en 1979 et qui lui a endommagé des vertèbres cervicales.

Il semble que Mme Bergeron n'ait pour toute famille qu'une fille adoptive à Montréal et un gendre de Vancouver, qui devait ces jours-ci venir l'aider à déménager à Saint-Victor de Beauce.

Le proprio pressé d'agir par les autres locataires

par Yvan LEPINE

"Je ne suis pas insensible à la cause de Mme Bergeron, mais les locataires me pressaient d'agir", a expliqué, hier soir, le propriétaire de l'immeuble à logements où habitait la vieille dame expulsée.

M. Victorien Trépanier raconte qu'un juge de la Régie des loyers a rendu, le 3 juillet, une décision qui forçait Mme Bergeron à déménager. Elle avait 30 jours pour s'exécuter et, dès le 4 août, son avocat a communiqué avec celui de la locataire. N'ayant obtenu aucun résultat et devant l'insistance de ses autres locataires, M. Trépanier a demandé, jeudi, à Mme Bergeron de lui fournir le nom et le numéro de téléphone de son démolisseur avant dimanche, et lui a annoncé que sans cette information, il allait prendre les



Après avoir appris de ses amies que son logement était en voie d'être vidé, Mme Bergeron a fondu en larmes et s'est dirigée vers son ancien logis.

Le Soleil, Clément Thibault



Le Soleil, Clément Thibault

Les policiers ont dû procéder à l'arrestation de la locataire expulsée, à la suite de l'obstruction qu'elle a causée.



Le Soleil, Clément Thibault

Prévenue de l'événement, la Société Saint-Vincent-de-Paul a loué un camion pour que les biens de Mme Bergeron soient transportés dans un entrepôt de la ville de Québec.

L'adolescente de Cap-Rouge n'a été seule que lundi

par Michel TRUCHON

Même si sa mère

partie en voyage aux États-Unis l'avait laissée seule à la maison, Karine Drouin était

bien surveillée et il y avait toujours eu une de ses amies pour passer la nuit chez elle,

sauf lundi soir. Selon son oncle, le Dr Claude Drouin, qui s'est chargé des for-

malités, hier, à la morgue de Québec, son père lui avait même demandé de venir coucher chez lui avant-hier, mais l'adolescente avait décliné l'invitation.

Une de ses amies avait passé la soirée avec elle mais avait dû partir vers minuit. A ce moment, Karine Drouin manifestait des signes de fatigue, souffrant d'un début de grippe. Elle était en vêtements de nuit et en robe de chambre, tenue qu'elle portait encore quand on l'a retrouvée hier matin. En partant, l'amie domiciliée à Sillery était

sortie par la porte avant dont la serrure se fermait automatiquement.

Dans la soirée, Karine, qui conduisait une petite Fiat, avait prévenu sa compagne de classe que si elle n'était pas à l'extérieur pour le départ, hier matin, elle n'aurait qu'à entrer par la porte-fenêtre (jamais barrée) pour la réveiller.

"C'était une adolescente qui avait une très bonne conduite et à qui l'on ne connais-

sait pas de relations louches", a dit son oncle.

La police partage cet avis quant à la réputation de la jeune victime, précisant qu'elle était reconnue pour être très tranquille. Les enquêteurs travaillent depuis hier soir sur les déclarations faites par ses amis.

Quand sa compagne de classe a tenté de la joindre par téléphone, à 7h25 hier matin, et n'a pas obtenu de ré-

ponse, elle a demandé à sa mère de la conduire à Place de la Cité.

Voyant la Fiat de Karine devant la maison, elle est entrée par la porte-fenêtre et a fait la macabre découverte.

Les voisins avaient peine à croire qu'un tel drame ait pu se produire dans ce secteur paisible de Cap-Rouge. Plusieurs n'ont pas hésité à associer la mort tragique de Karine Drouin à un rôdeur que certains pré-

tendent avoir vu il y a quelques jours.

"Il la surveillait peut-être depuis longtemps et a attendu qu'elle soit seule...", a dit un voisin.

La femme qui a entendu les cris vers 2h du matin n'a rapporté le fait à la police qu'en fin de matinée, hier. De son côté, un autre citoyen de Place de la Cité a raconté qu'il était sorti dans la rue au début de la nuit et qu'il n'avait rien remarqué d'anormal.



Le Soleil, Clément Thibault

C'est en fin de matinée que les employés de la maison J. Bouchard et Fils sont venus chercher le corps pour le conduire à la morgue.

décor écono inc.
(418) 651-0478

STORES 35% DE RABAIS

Pour l'intérieur d'aujourd'hui

- Papier peint
- Véniennne (store)
- Dentelle
- Rideau
- Couvre-lit
- Tapis
- Céramique
- Plancher de bois

Galerias Duplessis
3291, chemin Ste-Foy

Parc Colbert
(sur rendez-vous)
2555, rue Watt

DÉPOSITAIRE POUR LA RIVE NORD DE QUÉBEC

- Site de premier choix disponible
- Investissement maximal requis: 50 000\$
- Récupération possible de l'investissement la première année
- Opération simple et facile

NOUS OFFRONS:

- Entraînement du personnel
- Concept de marketing unique
- Support technique personnel pour assurer votre succès

Personnes intéressées, pour de plus amples informations, écrire à

3050, boul. Choquette
a/s Marjolaine Rouleau
Saint-Hyacinthe J2S 1H1

Face au fleuve, vue exceptionnelle.

LES RESIDENCES BOIS SAINT-LOUIS

Condominiums

Unités sur deux niveaux à partir de **66 000\$**

9 1/2% - 3 ANS SUBVENTIONS MUNICIPALES

CAROLE ASSELIN
Promotion domiciliaire
653-3794

3475, chemin St-Louis, Ste-Foy

Collège du Tourisme
2600, boul. Laurier, suite 220
Ste-Foy G1V 4K8

COURS D'INITIATION À L'AGENCE DE VOYAGES

MARLENE BERNIER
Conseillère en voyage chez Voyages Touring CAA 6 ans d'expérience dans l'industrie du voyage

Prochains cours

- Samedi (jour) du 08 sept. au 06 oct.
- Lundis et mercredis (soir) du 10 sept. au 10 oct. '84.
- Réservez maintenant
- Places limitées

Marlene Bernier
membre de l'équipe de professeurs

Renseignements et inscription:
lundi au samedi, aux heures de commerce
Permis du ministère de l'Éducation 749901

659-7058

GÉRANT DE PROJETS

recherche clientèle au sein des:

- Architectes
- Entrepreneurs généraux
- Rénovateurs et constructeurs

Communiquer au:

683-1741

maintenant disponible

Le fameux blouson de type **MICHAEL JACKSON** avec ses 27 fermetures éclair. Offert dans le rouge et le noir, de 7 à 14 ans.

Prix 39.99\$

clément

Les Galeries de la Capitale
627-3472

PLACE STE-FOY 653-9363

Expo-Québec

Une mine d'or pour les marchands

par J.-Claude PAQUET

L'auriez-vous cru? Dans les 13 jours de la tenue de l'Exposition provinciale, il se brasse pour plusieurs millions de dollars d'affaires au Pavillon de l'industrie et du commerce.

Pour des raisons évidentes, un marchand ne vous révélera pas le chiffre exact de ses ventes pendant la durée de l'Expo. Mais selon des "on-dit" qui ne sont pas dépourvus de crédibilité, les ventes de certains marchands de meubles, par exemple, pourraient approcher sinon dépasser le million de dollars pendant la durée de la foire.

Un indice certain de l'intérêt des exposants se révèle dans le fait qu'un grand nombre d'entre eux ont plus de 20 ans de participation à l'Expo.

Le Club automobile du Québec est présent au Pavillon de l'industrie et du commerce depuis 32 ans. L'an dernier, on y aurait recruté 1,600 nouveaux membres. La firme Boiteau Luminaire y a aménagé un stand pour la première fois, et selon son représentant, pas moins de 262 éventails de plafond ont été vendus

en six jours, sans compter les autres types de marchandises.

Un artisan, fabricant d'accessoires de foyer, M. Jacques Béliveau, va même jusqu'à dire qu'à l'Exposition provinciale, il prend suffisamment de commandes pour l'occuper une grande partie de l'année.

C'est également la première fois que le journal LE SOLEIL occupe un stand au Pavillon de l'industrie et du commerce. L'objectif premier était d'informer le public sur les nouveaux changements, comme le cahier sports, l'édition du matin et la parution le dimanche. Les préposées au stand se disent pourtant étonnées des demandes d'abonnement qu'elles reçoivent et même des possibilités de recrutement de jeunes camelots.

Bref, la majorité des exposants y trouvent largement leur compte. Selon le représentant d'un marchand de meubles, il est étonnant de constater à quel point beaucoup de gens vont à l'Expo dans l'intention arrêtée d'y faire des emplettes. Ici, dit-il, ils peuvent comparer en peu de temps les prix d'une dizaine de marchands, ils peu-

vent y comparer les dernières nouveautés. Il y a également une clientèle extérieure qui peut trouver ici un plus grand choix. Autant de facteurs qui contribuent à un bon achalandage.

Le Pavillon de l'industrie et du commerce mesure 400 pieds sur 200 et compte 299 emplacements de 10 pieds sur 12, dont le coût de location est de l'ordre de \$710. Mais il n'y a que 147 marchands qui occupent tous ces espaces. C'est dire que la majorité d'entre eux occupent plus d'un emplacement.

L'assistant-directeur de la Commission de l'Exposition provinciale, M. Marcel Rochette, souligne qu'il y a seulement 18 nouveaux exposants cette année, mais qu'il y a une longue liste de demandes.

Bien qu'il n'y ait pas de règlement écrit à cet effet, précise M. Rochette, nous accordons traditionnellement le premier choix aux exposants de l'année précédente. Et à compter du 15 mai chaque année, les emplacements non retenus sont offerts aux nouveaux par ordre de réception des

demandes. Quelques exceptions à la règle, précise M. Rochette, on n'augmente plus l'espace réservé

aux marchands de meubles, qui occupent déjà un espace important. Et on en admettra de nouveaux que si

d'anciens partent afin, commente M. Rochette, que le pavillon ne devienne pas un salon du meuble.



Le Soleil, Jean Valtières

Plusieurs personnes profitent de la présence d'un stand du Club automobile du Québec sur les terrains de l'Exposition provinciale pour adhérer à cet organisme qui participe depuis 32 ans à cet événement.



Le Soleil, Jean Valtières

Les marchands de meubles et d'appareils électroménagers occupent un espace important au Pavillon de l'industrie et du commerce. A un point tel que les dirigeants d'Expo-Québec — pour éviter que le pavillon ne devienne un salon du meuble — limite leurs emplacements.

Pêches: Québec dame le pion à Ottawa par la qualité de son stand

par Florent PLANTE

S'il faut en croire les présentations d'Ottawa et de Québec sur les pêches, à l'Exposition provinciale, la relance de cette industrie passe par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, et non pas par Pêches et Océans Canada.

Si, en 1983, les présentations fédérale et provinciale rivalisaient d'originalité, cette année, Pêches et Océans Canada ne pouvait probablement pas occuper un plus petit stand dans le pavillon des ministères fédéraux.

Une couple de panneaux de quatre pieds sur 8 pieds avec trois photos couleurs. Devant, un petit comptoir où deux personnes distribuent une brochure quand même intéressante et bien faite sur la préparation des poissons et fruits de mer. C'est tout.

Dans le pavillon voisin, où logent les ministères du gouvernement du Québec, la Direction générale des pêches maritimes du Québec occupe un vaste espace dans la section agro-alimentaire.

Un montage photographique réalisé à Saint-Antoine, aux Ateliers maritimes Tilly, informe le visiteur de toutes les étapes de la construction des navires de pêche, depuis le moulage nécessaire pour la confection de la coque en fibre de verre, jusqu'à l'installation du grément de pêche et la descente au fleuve, au quai de Saint-Antoine.

D'autres sections de la présentation informent le visiteur sur les différentes étapes de la transformation du poisson ou des fruits de mer, le tout axé sur la qualité. On explique le triage du poisson, la normalisation, l'échantillonnage, l'é-

valuation des produits, l'aménagement et la construction des usines de transformation et l'équipement.

En plus du stand de la Direction générale des pêches maritimes, Madelipêche, la plus importante entreprise de transformation et de pêche de l'archipel madelinot, offre aux visiteurs des gâteaux à prix modiques, tous à base de produits marins, comme des gâteaux au crabe, des petites coquilles Saint-Jacques, etc.

CNCP: 2,100 salariés quittent le travail

TORONTO (PC et CP) — Après un débrayage de deux jours en juillet, 2,100 salariés des Télécommunications CNCP ont commencé une grève indéfinie, hier, empêchant ainsi l'expédition de tout télégramme au pays.

La décision de quitter le travail a été prise par le comité de négociation, après que les syndicats eurent rejeté une seconde offre de la compagnie.

L'exécutif syndical, a indiqué que la dernière offre patronale avait été rejetée par 64 pour 100 de ses membres. Cette offre accordait une augmentation de 5 pour 100 la première année et de 4 pour 100 la deuxième année du contrat aux techniciens et une hausse de 2 pour 100 pour les deux années de la convention aux autres syndiqués.

Un représentant patronal, M. Brian Kilgore, a assuré que la majorité des services de CNCP

A l'avant-plan de la présentation du ministère, la Société des pêches de Newport Inc. présente la maquette de son usine ultramoderne actuellement en construction au quai de cette localité de la Baie des Chaleurs. C'est un projet de \$15 millions dans lequel une cinquantaine de pêcheurs et aide-pêcheurs détiennent des actions, conjointement avec la Société québécoise des pêches, une filiale de SOQUIA.

vont être maintenus. Cependant, a-t-il ajouté, "les gens ne pourront pas envoyer de télégrammes, car les opérateurs sont au nombre des grévistes".

Le débrayage ne nuira pas aux communications le jour de l'élection, a noté M. Kilgore, car "les journalistes ne se servent pas de télégrammes".

Presse canadienne

M. Ed Fudurich, vice-président aux Communications de la Presse canadienne, a confirmé, de son côté, que la grève ne nuira pas à l'agence de presse, qui se sert des lignes et de l'équipement de CNCP.

Pour ce qui est du soir même de l'élection, a signalé M. Fudurich, la Presse canadienne avait déjà projeté de recourir aux services de Bell Canada.

MÉTÉO

Beauce, Québec, Rivière-du-Loup et La Malbaie: plutôt nuageux avec averse dispersée. Possibilité d'orages. Max: 25 à 27. Précipitations: 40 pour 100. Demain: peu de changement.

Outaouais, Montréal, Trois-Rivières et Drummondville, Estrie: chaud et humide. Averses dispersées et possibilité d'orages, surtout en fin de journée. Max: 26 à 29. Précipitations: 40 pour 100. Demain: peu de changement.

Laurentides, Mauricie, Réserve des Laurentides: nuageux avec éclaircies et possibilité d'averses. Possibilité d'orages. Max: 26. Précipitations: 30 pour 100. Demain: quelques averse.

Basse-Côte-Nord-Anticosti, sauf le secteur de Blanc-Sablon: nébulosité croissante, suivie d'averses dispersées. Max: 20 à 22. Précipitations: 30 pour 100. Demain: averse dispersée.

Réservoirs Cabonga et Gouin, Pontiac-Gatineau et Lièvre: ciel variable avec possibilité d'averses, surtout en fin de journée. Max: 25 à 28. Précipitations: 30 pour 100. Demain: quelques averse.

Abitibi-Témiscamingue: quelques éclaircies en matinée. Pluie nuageux avec averse dispersée et possibilité d'orages par la suite. Maximum: 25. Probabilité de précipitations: 60 pour 100. Aperçu pour demain: averse.

Lac-Saint-Jean, Saguenay: plutôt nuageux avec averse dispersée. Max: 24 à 26. Précipitations: 40 pour 100. Demain: peu de changement.

Rimouski-Matapédia, Baie-Comeau: plutôt nuageux avec possibilité d'averses. Max: 22. Précipitations: 40 pour 100. Demain: averse dispersée.

Sainte-Anne-des-Monts et Parc de la Gaspésie, Gaspé-Parc Forillon, Sept-Îles: ciel variable avec possibilité d'averses. Max: 22. Précipitations: 30 pour 100. Demain: averse dispersée.

Secteur de Blanc-Sablon: ciel variable. Max: 20. Précipitations: 20 pour 100. Demain: averse dispersée.

TEMPÉRATURES

(PC) — Températures enregistrées hier dans les principales villes d'Amérique du Nord.

Calgary	5	16
Charlottetown	15	24
Edmonton	3	18
Fredericton	27	27
Halifax	11	23
Jasper	2	11
Montréal	17	26
Ottawa	18	27
Québec	16	26
Regina	12	21
St-Jean, T.-N.	14	24
Sudbury	16	26
Sydney	13	25
Thunder Bay	14	22
Timmins	16	27
Trenton	17	24
Victoria	6	16
Wawa	14	25
Whitehorse	1	3
Windsor	19	28
Winnipeg	14	32
Yarmouth	10	20
Yellowknife	8	14

SOLEIL

MERCREDI
Lever 06h01
Coucher 19h30

Lever 06h02
Coucher 19h28

LUNE

premier quartier
2 sept.

pleine lune
10 sept.

dernier quartier
18 sept.

nouvelle lune
24 sept.

MARÉES

AUJOURD'HUI			
Sept-Îles	Rimouski	Québec	Grondines
04h05 H. 10.4	04h35 H. 15.2	04h20 B. .4	07h20 B. 3.9
10h15 B. .1	10h55 B. .3	09h05 H. 18.4	11h30 H. 12.6
16h30 H. 9.4	17h00 H. 13.4	16h55 B. .4	19h55 B. 4.1
22h35 B. .1	23h10 B. .8	21h30 H. 17.7	00h00 H. 12.1

DEMAIN			
Sept-Îles	Rimouski	Québec	Grondines
04h55 H. 9.7	05h20 H. 14.5	05h05 B. .4	08h10 B. 4.0
11h05 B. .1	11h30 B. .7	09h50 H. 17.7	12h15 H. 12.2
17h15 H. 9.5	17h45 H. 13.4	17h30 B. .5	20h30 B. 4.0
23h30 B. .4	23h55 B. 1.2	22h10 H. 17.7	

PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES

VENTS

Vitesse des vents sur le Saint-Laurent: secteur sud de 10 noeuds. Source

Source Environnement Canada

PIONEER
5210 Radio AM-FM-Cassette, stereo. Lecteur cassette à répétition automatique de la lecture et éjection automatique. «fader» et «balance control».

22999\$

PRIX RADIO-ACTIF
Installation incluse.

RADIO D'AUTO DE QUÉBEC

2000, rue Saint-Jacques
Giffard, Beauport
663-7332
664-1100

3445, boul. Hamel (angle Henri IV)
Les Saules, Québec
871-3499

Conseil supérieur de l'éducation

Yves Bérubé aurait choisi Pierre Lucier

par Lia LEVESQUE

(PC) — Le remplaçant du président du Conseil supérieur de l'éducation, M. Claude Benjamin, sera vraisemblablement l'actuel sous-ministre adjoint du ministère, M. Pierre Lucier.

La Presse Canadienne a appris, hier, de diverses sources ministérielles, que le nom de M. Lucier avait été recommandé

au conseil des ministres par le ministre de l'Éducation, M. Yves Bérubé.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, on refuse de confirmer ou d'infirmer la nouvelle, prétextant que la nomination du président d'un tel organisme reste une prérogative du conseil des ministres.

On a cependant confirmé que le mi-

nistre Bérubé avait transmis par lettre sa recommandation officielle au conseil des ministres. La nouvelle reste donc jalousement gardée jusqu'à ce que le conseil des ministres ait convenu d'entériner le choix de M. Bérubé.

Le mode de nomination à la tête de ce genre d'organisme veut que les ministres reçoivent in-

dividuellement la recommandation, pour fins de consultation, puis se prononcent sur la candidature lors d'une réunion spéciale ou ordinaire du conseil des ministres.

La recommandation sera étudiée dans les jours qui suivent, au conseil spécial des ministres de Fort-Préval. L'ordre du jour de cette rencontre, qui débute aujourd'hui, reste

confidentiel.

Sans réponse

Des appels répétés au sous-ministre adjoint de l'Éducation sont restés sans réponse, hier. M. Lucier était en réunion durant l'après-midi et n'a pas retourné ses appels.

La veille, il avait refusé de confirmer ou d'infirmer la nouvelle, se disant préoccupé par d'autres dossiers.

Depuis quelques jours déjà, la rumeur pointait M. Pierre Lucier comme successeur de M. Claude Benjamin.

Le président sortant du Conseil supérieur de l'éducation, M. Claude Benjamin, a été, avisé, récemment que les autorités ne renouvelleront pas son mandat.

L'annonce du non-renouvellement a soulevé un vent de protestations dans le milieu de l'éducation.

La FTQ se joint aux groupes qui appuient Claude Benjamin

par Damien GAGNON

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) se joint aux organismes du monde scolaire et proteste contre le non-renouvellement du mandat de M. Claude Benjamin à la présidence du Conseil supérieur de l'éducation (CSE).

Dans un télégramme au ministre de l'Éducation, M. Yves Bérubé, le secrétaire général de la FTQ, M. Fernand Daoust, souligne les qualités exceptionnelles de M. Benjamin, son intime connaissance du milieu et le rôle qu'il a joué au CSE depuis de nombreuses années.

Pour la FTQ, il est dans l'intérêt de la société québécoise qu'une personne d'une telle valeur puisse continuer à assumer les fonctions de président du CSE.

Par ailleurs, la Fédération des comités de parents de la province de Québec s'interroge sur l'opportunité d'un changement à la présidence du conseil à ce moment-ci.

Etant donné l'essor qu'a pris le CSE sous la présidence de M. Benjamin, la qualité des avis produits depuis deux à trois ans, le leadership et la crédibilité de M. Benjamin dans le milieu, il ne fait aucun doute aux yeux de la fédération que son mandat doit être renouvelé.

Les membres de la commission de l'enseignement supérieur du Conseil supérieur de l'éducation ont également fait part de leur déception devant la décision du ministre de l'Éducation, M. Yves Bérubé, et de leur indignation devant le retard apporté à communiquer cette décision à M. Benjamin.

La commission souhaite vivement que M. Benjamin soit confirmé dans un second mandat.

Réaction de la FNEEQ

La Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (CSN), par la voix de sa présidente Mme Rose Pelletier, a réagi en disant que le gouvernement du Québec démontre encore une fois qu'il ne tolère aucune opposition à ses politiques à l'intérieur de ses institutions, même si celles-ci sont des organismes supposément "neutres", dont les mandats premiers sont d'être à l'écoute de la population et des organisations qu'elle s'est données.

"C'est presque devenu une tradition de voir le gouvernement du Québec éliminer, d'une manière ou d'une autre, celles et ceux qui ne partagent pas ses idées", a ajouté Mme Pellerin.

Fédération des professeurs d'université

Dans un télégramme au ministre Bérubé, la Fédération des associations de professeurs d'université du Québec dit craindre, au sujet de la nomination du président du Conseil supérieur

de l'éducation, que des considérations étrangères aux besoins de l'éducation ne soient prises en compte dans ce processus et demande au ministre de faire connaître les critères qui président à son choix.

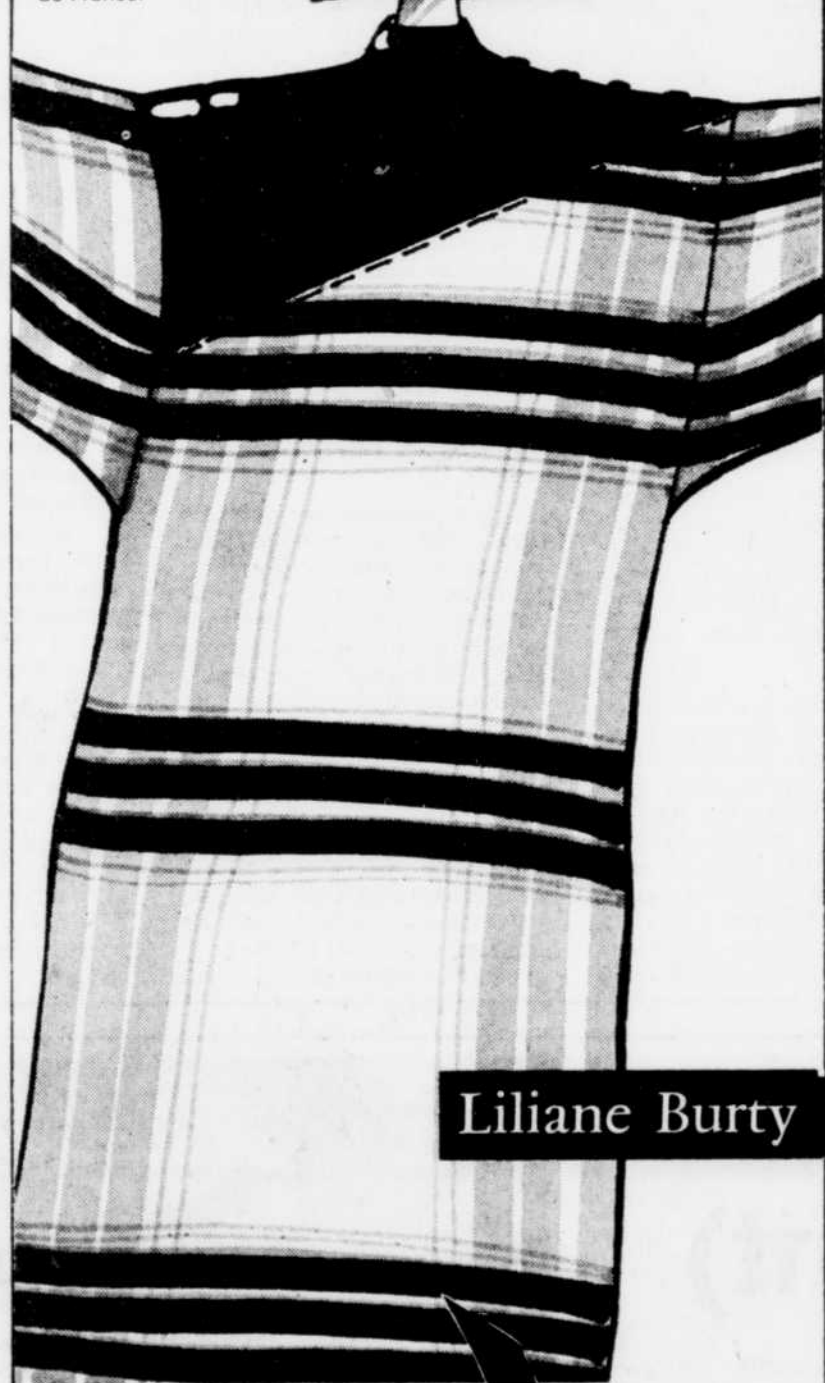
La non-reconduction du mandat de M. Claude Benjamin a aussi fait réagir le Conseil de Québec de l'enfance exceptionnelle qui, dans une lettre, dit qu'il est d'autant plus touché par cette décision que le programme du conseil visait à étudier

l'intégration scolaire des jeunes en difficultés au cours de la prochaine année. L'organisme comptait également s'associer étroitement au conseil supérieur dans les prochaines années afin de découvrir des moyens d'améliorer le climat dans les écoles.

Le conseil est d'avis que le départ de M. Benjamin ne saura qu'amplifier le climat de morosité dans les écoles et renforcer les enseignants dans l'impression qu'on leur enlève tout droit de parole.

L'ALLURE PERREAULT

Rehaussé d'un appliqué façon lézard à l'épaule, les carreaux se donnent des airs de grand raffinement. Importation de France.



Liliane Burty

Disponible à nos 2 magasins les importations

PERREAULT

Place Sainte-Foy
Tél.: 658-0081

Galerie de la Capitale
Tél.: 626-7322

Bientôt à Place Québec

NOUS AVONS GRANDI!

Cumulus meubles **ENFIN OUVERT**

GRAND FESTIVAL D'OUVERTURE



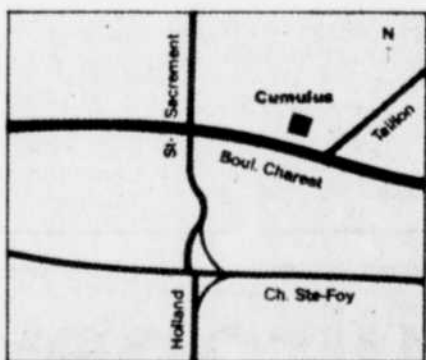
Voyez les « nouveautés » de couleurs et de designs dans nos mobiliers!



Nous avons grandi pour mieux vous servir!



Des lits et des sofas-lits de tous genres pour vos rêves...



Beaucoup, beaucoup de stationnement en façade.

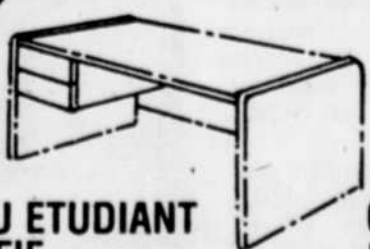
GRATUIT!
Fauteuil d'appoint avec tout achat de 995 \$

Cumulus meubles
le meilleur rapport qualité-prix!

1240, boul. Charest ouest, Québec 687-1828

* Cette offre est valide jusqu'à épuisement des stocks.

FINI Moore
PLACE LAURIER, MAIL NORD 656-8414
PLACE FLEUR DE LYS 529-0156
2670, DALTON, SIE-FOY 658-4200



BUREAU ETUDIANT STRATIFIE
FINI BLANC OU CHÊNE
Rég. 199,00 \$

PRIX MOORE

159\$



CHAISE STENO
Rég. 95,00 \$

PRIX MOORE

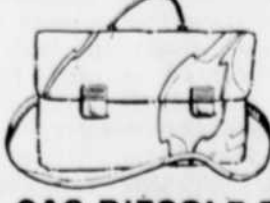
49\$



LAMPE DE TRAVAIL
Rég. 29,90 \$

PRIX MOORE

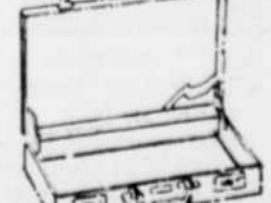
19\$



SAC D'ECOLE EN VERITABLE CUIR

A PARTIR DE

18\$



PORTE-DOCUMENTS
Rég. 50,00 \$

PRIX MOORE

29\$



L'élection du 4 septembre



Pas de budget conservateur avant 1985

TORONTO — Même si le chef du Parti conservateur, M. Brian Mulroney, entend convoquer, le plus rapidement possible,

par
Réjean
LACOMBE

avec
Mulroney



le Parlement s'il est élu au soir du 4 septembre, il ne faut pas s'attendre à ce que son gouvernement dépose cette année un budget. Il faudra, vraisemblablement attendre en janvier ou février avant de connaître le "budget de l'an un" des conservateurs.

Toutefois en convoquant rapidement le Parlement, le chef conservateur indique qu'il pourra ainsi s'attaquer "à la reconstruction économique nationale et à d'autres questions urgentes".

Une des priorités d'un nouveau gouvernement conservateur sera de publier dans les plus brefs délais une nouvelle déclaration économique afin de mettre à jour les prévisions pour l'année financière en cours et pour l'année financière 1985-1986.

"Nous dirons aux Canadiens, a précisé le chef conservateur, ce que le chef du Parti libéral a refusé de leur dire: la vérité sur l'état de nos finances publiques."

De plus, M. Mulroney a dit que son gouvernement permettra au vérificateur général du Canada d'avoir accès à toutes les sources de dépenses gouvernementales afin qu'il puisse fournir aux Canadiens un bilan complet des finances publiques du gouvernement du Canada.

2,000 postes de plus dans les forces armées

OTTAWA (CP) — Un gouvernement progressiste-conservateur procéderait à l'embauche de 2,000 nouveaux marins, soldats et aviateurs dès l'année prochaine.

C'est là une des conséquences de la hausse de \$190 millions du budget de la Défense, promise hier par le chef conservateur Brian Mulroney, ont expliqué des chercheurs du parti.

En dévoilant ce chiffre, hier, M. Mulroney n'avait fourni aucune explication sur la façon dont l'argent serait dépensé.

Les chercheurs ont confirmé que le montant de \$190 millions s'ajoute à la hausse de \$700 millions du budget de la Défense, déjà décidée par le gou-

Le leader tory a également repris l'engagement qu'il avait pris plus tôt dans la campagne électorale à l'effet de convoquer à brève échéance une conférence des premiers ministres sur l'économie en vue d'entamer des consultations sur le premier budget global.

Sommet économique

Ce processus de consultation sera par la suite étendu à un sommet économique national où, de l'avis de M. Mulroney, le gouvernement, le patronat, le milieu syndical, les représentants des femmes ainsi que d'autres groupes majeurs élaboreront ensemble de nouveaux objectifs nationaux et une méthode juste et équitable de les atteindre.

Faisant par ailleurs allusion au coût de ses engagements électoraux, M. Mulroney a précisé que son plan financier n'exigera à peu près aucune augmentation globale des dépenses discrétionnaires. "Nous prévoyons financer ces investissements, a ajouté le chef conservateur, à même la réduction des frais généraux dans l'appareil gouvernemental, la réaffectation des fonds de divers programmes et la réforme fiscale."

Tout en précisant que la réalisation de ces objectifs n'affecteraient en rien les programmes sociaux existants, M. Mulroney a indiqué qu'en collaboration avec le vérificateur général, un gouvernement conservateur allait éliminer le gaspillage et investir l'argent ainsi économisé dans des initiatives créatrices d'emplois. Il a précisé qu'il entendait faire de sa politique de lutte au chômage la priorité d'un gouvernement conservateur.

vernement libéral, pour l'exercice financier commençant le premier avril, ce qui veut dire que le budget du ministère en 1985-1986 passera de \$8,8 milliards à \$9,68 milliards.

Nouveaux uniformes

Par ailleurs, un porte-parole conservateur a précisé qu'une somme de \$12 millions, prise à même les \$190 millions, permettrait de réaliser, sur une période de trois ans, l'engagement tory de redonner des uniformes distinctifs aux trois services des forces armées. L'armée conserverait l'uniforme vert actuel, l'aviation recevrait des vêtements bleu clair et la marine retrouverait son bleu marine traditionnel.



Le premier ministre John Turner n'a pas ménagé les gestes, hier soir, à Montréal, pour dire ce qu'il pensait de Brian Mulroney et du coût des promesses du chef progressiste-conservateur. Le visage géant derrière M. Turner est une affiche de très grand format du chef libéral.

Turner accuse son rival de tromper la population



collaboration spéciale

Patricia POIRIER
avec
TURNER
LE DROIT

MONTREAL — Le chef conservateur, Brian Mulroney, n'a pas dit toute la vérité au sujet du coût de ses promesses électorales, selon le premier ministre John Turner.

La déclaration du chef conservateur hier matin à Toronto, n'était rien d'autre "qu'un discours conçu expressément pour tromper les Canadiens", a affirmé le chef libéral dans un virulent discours hier soir devant plusieurs centaines de libéraux du West Island à Montréal.

M. Turner a haussé d'un cran le ton de ses attaques à l'endroit de son adversaire conservateur en affirmant que M. Mulroney ne comprend rien à l'économie et tente de bernier la population. Mais, les libéraux, a ajouté le premier ministre, n'ont pas l'intention d'accepter les chiffres publiés hier et dès ce matin, le ministre Marc Lalonde entend faire le point sur toute la question des coûts des promesses électorales.

Promesses "oubliées"

Les conservateurs estiment que leurs promesses électorales représentent un montant de \$4,5 milliards répartis sur une période de 30 mois. Le chef conservateur, a soutenu M. Turner, a négligé de chiffrer le coût de certaines de ses promesses les plus dispendieuses comme le retrait de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières (un manque à gagner de \$717 millions sur quatre ans) ou le versement d'une pension pour les femmes qui sont restées au foyer (\$900 millions) ou encore les promesses touchant les ressources au large des côtes ou les 46 engagements dans le domaine du multiculturalisme.

Quand John Crosbie a parlé d'un ensemble de promesses qui pouvaient atteindre \$20 milliards, c'était vraiment un chiffre conservateur, a lancé le chef libéral au grand plaisir de son auditoire.

C'était hier, le dernier grand rassemblement mettant en vedette le premier ministre Turner au Québec avant le scrutin du 4 septembre. Il avait été question que l'ancien premier ministre Pierre Trudeau vienne à la rescousse de son successeur, mais il appert que M. Turner a renoncé à partager la tribune, même si la semaine dernière il avait dit sou-

haïter faire campagne avec lui.

Totaux identiques

Par ailleurs, M. Turner a vivement dénoncé Brian Mulroney qui a soutenu hier que l'ensemble de ses promesses électorales coûteraient \$4,5 milliards. Cependant un relevé des promesses effectuées par le chef libéral depuis le début de la campagne électorale indique un ensemble de \$4,5 milliards sur une période de trois ans et quelques mois (selon le programme).

Toujours d'après les chiffres fournis par l'organisation Turner, ces promesses ajouteraient \$1,681 milliard au déficit fédéral au cours des prochaines quatre années.

Les libéraux ont indiqué d'où viendrait les montants pour couvrir les coûts des promesses au cours de l'exercice financier en cours. Il s'agit d'un montant de \$307 millions d'ici le mois de mars 1985, mais ont indiqué qu'il faudra attendre la publication du prochain budget pour savoir comment ils financeraient ces promesses.

"Entente secrète"

Plus tôt en journée, lors d'un rassemblement à Saskatoon devant près de 1,000 partisans, le premier ministre a encore accusé

Brian Mulroney, en laissant entendre qu'il est à la solde des premiers ministres provinciaux.

Les conservateurs a-t-il rappelé ont conclu une "entente secrète" avec les premiers ministres conservateurs afin que la question de l'énergie ne fasse pas l'objet de la campagne électorale.

Selon M. Turner, l'appui accordé au chef conservateur par le premier ministre de l'Ontario n'augure rien de bon et Bill Davis "tient Brian Mulroney en laisse".

"Je serais très inquiet en pensant à toutes les faveurs que (le premier ministre de l'Ontario) Bill Davis va pouvoir réclamer de Brian Mulroney... je vous dis que ce sera au détriment de l'Ouest", a-t-il averti.

Le discours du premier ministre Turner n'était pas sans rappeler les déclarations de son prédécesseur, Pierre Trudeau, qui, en 1979 avait accusé Joe Clark, d'être le "maître d'hôtel" des provinces.

A Edmonton, lors d'un rassemblement au petit déjeuner, le premier ministre Turner a rencontré son premier chahuteur qui s'opposait à ce qu'il prononce quelques mots en français mais M. Turner l'a rapidement rabroué et son auditoire l'a longuement applaudi pour marquer son approbation.

Mulroney reculera ou fera payer la note (Broadbent)

KAMLOOPS — Pour Ed Broadbent, la somme d'un peu plus de \$4 milliards annoncée hier par les conservateurs pour



Pierre-Paul
NOREAU
avec
BROADBENT

couvrir leurs propositions est nettement insuffisante. Il met en doute l'honnêteté de Brian Mulroney à l'endroit des Canadiens et prévoit l'abandon d'un bon nombre de mesures ou le transfert d'une lourde facture sur les contribuables, si les conservateurs sont portés au pouvoir.

"Ceux qui connaissent leurs programmes, que ce soit pour les femmes, la création d'emplois ou

l'augmentation des pensions, savent que le montant est bien en deçà de ce qui est nécessaire pour les couvrir. Si M. Mulroney devient premier ministre le 4 septembre, il sait qu'il n'aura d'autres choix que de renier un certain nombre de promesses ou d'imposer aux Canadiens une facture de plusieurs millions. Or les deux sont inacceptables."

M. Broadbent faisait ce commentaire hier en début d'après-midi devant une foule de 500 militants de son parti à Kamloops, en Colombie-Britannique. Il a expliqué que le nombre des promesses électorales conservatrices était quasi incalculable, reprenant, somme toute, la position des libéraux sur cette question.

Les chiffres dévoilés hier augmentent à son avis les doutes sur la crédibilité du chef conser-

vateur. "M. Mulroney a l'obligation de présenter des politiques spécifiques. Il a aussi celle d'agir avec franchise et honnêteté avec les Canadiens. Selon moi, il n'a pas répondu à ces attentes légitimes des électeurs."

Imitations

Brian Mulroney s'est avéré la victime privilégiée par le porte-parole néo-démocrate tout au long de son allocution. M. Broadbent a imité à plusieurs reprises la voix grave du chef conservateur au plus grand plaisir des sympathisants.

"Je suis d'accord avec toi, Ed", a-t-il lancé en quelques occasions, en modifiant le débit de ses paroles et le ton de sa voix, ce qui déclenchait automatiquement un éclat de rire général. L'expression lui servait

à faire ressortir les contradictions qu'il avait perçues dans les positions défendues par son vis-à-vis conservateur.

C'était la seconde fois en autant de jours qu'il y allait d'une imitation aux dépens de M. Mulroney. La première tentative la veille à Saskatoon l'a certes incité à réutiliser la blague.

Dans ses derniers discours, M. Broadbent a mis de plus en plus d'emphase et de piquant dans sa critique des deux autres chefs de parti. Ses auditoires sont par ailleurs de plus en plus imposants.

C'était hier la dernière présence de la tournée nationale des néo-démocrates dans l'Ouest, l'organisation mettant le cap sur l'Ontario pour les derniers jours. Le Nouveau Parti démocratique anticipe de faire dans cette province de nouvelles acquisitions.



En faisant campagne à Vancouver, hier, le chef néo-démocrate Ed Broadbent et sa femme Lucille se sont arrêtés un moment dans un marché où ils ont pris le temps de manger des beignes. Les beignes étaient-ils bons? L'expression sur le visage de M. Broadbent répond à la question.

L'élection du 4 septembre



Bons amis conservateurs

Le chef conservateur Brian Mulroney, après avoir dévoilé, hier, le coût de ses promesses, à Toronto, a fait campagne dans les rues de la circonscription torontoise de Broadview-Greenwood en compagnie du candidat tory local, Peter Worthington. Ce dernier, qui, dans le passé, ne s'était pas gêné pour critiquer l'ancien leader Joe Clark, semble être en meilleurs termes avec son successeur.

Aide aux municipalités

Le PC offre au Québec de recréer l'accord de 1980

par André DIONNE
du bureau du Soleil

MATANE — Le Parti conservateur proposera au Québec une nouvelle entente pour venir en aide aux municipalités du Québec, un programme semblable à celui de 1980 et qui, à toutes fins utiles, rendrait caduques les dispositions de la loi québécoise numéro 38, un autre lourd contentieux entre Québec et Ottawa depuis 1980.

Le député conservateur de Joliette, Roch LaSalle, qui disait détenir un mandat de son chef, Brian Mulroney, a promis hier à Matane, de rééditer cette

entente avec le Québec pour aider au plan financier les municipalités à s'organiser. Et cela, précisait M. LaSalle, dans le respect de la compétence de la province en cette matière.

Cette entente de 1980 prévoyait une enveloppe budgétaire de \$300 millions, à laquelle somme s'ajoutait celle du gouvernement du Québec de \$200 millions. Et aux municipalités, il ne restait que 10 pour 100 à compléter en termes d'obligations financières.

Devant une cinquantaine de partisans conservateurs, l'ancien ministre conservateur affirmait que ce serait là

un autre instrument pour rétablir le climat de coopération entre le Québec et Ottawa faisant porter sur le dos des libéraux et de Pierre de Bané, l'ancien député libéral de Matapédia-Matane, ce climat "indécemment de confrontation, de provocation" à l'égard des provinces et du Québec en particulier.

La papeterie

Il a par ailleurs promis une participation financière d'Ottawa dans le projet d'une papeterie à Matane à la condition que le secteur privé "embarque", même s'il s'agissait d'intérêts étrangers.

Elimination de la pauvreté avec les tories (MacDonald)

VANCOUVER (PC) — En éliminant la pauvreté au pays, un gouvernement conservateur travaillera à rendre superflu tout supplément annuel de revenu garanti, a affirmé, hier, la candidate conservatrice Flora MacDonald, devant les membres du club Rotary.

Critique de son parti en ce qui touche les affaires sociales, Mme MacDonald a déclaré: "Nous éliminerons la pauvreté ainsi que ce qu'il en coûte actuellement au gouvernement pour arriver aux mêmes fins".

Avec une saine économie mise en place par les tories, a-t-elle dit, de telles dépenses à des fins sociales seront réduites sinon éliminées parce que la population aura la possibilité de travailler et de subvenir à ses besoins. Mais aussi longtemps que ce but ne sera pas atteint, les conservateurs maintiendront la majorité des programmes sociaux existants.

La tâche que nous nous sommes fixée, c'est celle de répondre en tous temps aux besoins de tous les secteurs de la population, a-t-elle affirmé.

Il est possible de réduire les coûts de certains programmes sociaux, a ajouté Mme MacDonald. Sans trop préciser, elle a indiqué qu'une amélioration de l'économie réduira certaines allocations comme l'assurance-chômage et le supplément de revenu.

Le supplément de revenu garanti est la somme versée mensuellement par Ottawa aux personnes à la retraite et qui sont dans le besoin.

Problèmes insurmontables

Il n'est pas question de toucher aux \$24 milliards sacro-saints qui sont réservés aux pensions de vieillesse ou distribués comme contributions à des programmes de santé, d'éducation et sociaux administrés par les provinces. Mais il y a moyen de réduire les \$16 milliards dépensés dans les domaines de l'assurance-chômage, des allocations familiales, des affaires indiennes, de l'habitation, de l'environnement, des allocations aux anciens combattants et de la culture.

Budgets augmentés

Les conservateurs augmenteront par ailleurs les budgets alloués à d'autres secteurs comme celui des pensions aux veuves dans le besoin et des allocations aux femmes seules de plus de 60 ans.

L'état lamentable actuel de notre économie, a maintenu Mme MacDonald, doit être attribué aux politiques libérales, surtout au budget de 1981 et au programme énergétique national. Les problèmes existants qui ont été générés par trois années de mauvaise administration des libéraux sont presque insurmontables, a aussi souligné la candidate.

Mme MacDonald a ajouté que la décision de son parti de consacrer \$4,3 milliards à de nouvelles dépenses fédérales n'augmenterait pas le déficit du gouvernement parce qu'elle va automatiquement susciter de nouveaux revenus pour l'Etat canadien.

Grande offensive de Mulroney au Québec

Jamais les Québécois n'auront autant entendu parler du Parti conservateur qu'au cours des six prochains jours.

J.-Jacques SAMSON
dans les COULISSES



Brian Mulroney est arrivé à Rimouski hier soir pour entreprendre son offensive québécoise visant à faire basculer le plus grand nombre possible de circonscriptions où la lutte est serrée. L'horaire de tournée acheminé dans les salles de rédaction, hier, est révélateur. M. Mulroney sillonnera le Québec à un train d'enfer.

La réplique libérale est tout aussi vive. Après le coup de pouce de Raymond Garneau à Dennis Dawson lundi dans Louis-Hébert, c'était aujourd'hui au tour de Jean Chrétien par exemple de consacrer une bonne partie de sa journée à faire campagne dans la ville de Québec où les sondages indiquent que les deux partis sont à peu près à égalité.

La concentration au Québec des vedettes politiques pour la fin de la campagne électorale aura pour effet d'inonder les bulletins d'information de toutes les stations de radio et de télévision, grosses ou petites, du Québec, de nouvelles sur la campagne, pendant que les partis se livrent à la guerre des chiffres sur le coût des promesses conservatrices.

Mardi, les électeurs du Québec seront saturés d'informations et de propagande politiques.

Une campagne minutieusement préparée

La campagne électorale de Brian Mulroney s'est déroulée parfaitement pour lui et il est évident que les stratégies qui l'ont préparée disposaient de données très précises sur les intentions des électeurs de chaque circonscription. Les choix qu'ils ont faits des visites que M. Mulroney effectuera d'ici à mardi méritent d'être soulignés.

Aujourd'hui, M. Mulroney est à Rimouski, Rivière-du-Loup et Montmagny. Il y a quelques jours, l'organisateur responsable des 22 circonscriptions de l'Est du Québec, Me Jacques Blanchard, indiquait au SOLEIL que la lutte était très vive dans ces trois circonscriptions cibles. On attend donc que la visite de Mulroney donne le petit coup d'épaule additionnel pour faire pencher la balance.

Demain, le chef conservateur passera par Plessisville, Drummondville et Saint-Hyacinthe avant de se rendre à un grand rassemblement dans l'ouest de Montréal. Le centre du Québec contient, on le sait, un vieux fond conservateur gardé de l'époque de Maurice Duplessis. Dans Saint-Hyacinthe, l'Union nationale réussissait encore en 1976 à faire élire un député. Cette année, le PC est représenté par la candidate-vedette Andrée Champagne.

A Montréal, le dernier sondage Sorécom indiquait une légère avance des conservateurs au Québec. L'organisation Mulroney a choisi de tenir deux grands rassemblements à Montréal, un pour l'ouest de la ville, dans la concentration anglophone et un autre pour l'est, samedi, au retour d'une visite à Magog pour appuyer Mme Gabrielle Bertrand qui éprouve des difficultés à rattraper le retard du début de campagne, confiait cette semaine un organisateur PC. Brome-Missisquoi est l'une des meilleures circonscriptions au Québec pour un candidat conservateur mais l'adversaire libéral André Bachand n'avait pas attendu l'épouse de l'ancien premier ministre pour entreprendre le travail sur le terrain.

Le chef conservateur se rendra aussi à Trois-Rivières samedi. Tous les journaux ont dépêché des reporters dans cette ville durant la campagne parce que la lutte y était épiquée.

En soirée samedi, un ralliement est prévu à l'aéroport de Québec et dimanche après-midi, une visite qui ne passera pas inaperçue à l'Exposition provinciale de Québec. Ce sera la fin de la tournée. Le chef conservateur se retirera ensuite sur la Côte-Nord pour attendre dans la circonscription qu'il a choisie au Québec, Manicouagan, son heure de consécration.

Renfort pour deux députés

Les heures des vedettes libérales Jean Chrétien et Raymond Garneau sont précieuses. Ces prestigieux orateurs sont réclamés aux quatre coins du Québec pour prêter main-forte à des collègues menacés et l'organisation centrale du parti doit suser chaque demande avant de finaliser leur horaire de campagne. Or, lundi, M. Garneau a consacré quelques heures de la journée à Dennis Dawson dans Louis-Hébert et ce soir, Jean Chrétien se rend à une soirée sociale de M. Gérard Duquet. Ce dernier est généralement considéré comme intouchable dans sa circonscription. M. Dawson est assis sur une majorité de 28,000 voix et M. Duquet de 20,000.

LES ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE

COURS D'ANGLAIS

Le soir: Cours de 45 heures débutant la semaine du 17 septembre
Lundi-mercredi OU mardi-jeudi, 19h à 22h

Le jour: Cours de 45 heures débutant la semaine du 17 septembre
Lundi, mercredi et vendredi matin (9h30 à 12h) OU
mardi et jeudi matin (9h30 à 12h)

Possibilité de cours privés et semi-privés
Cours le samedi matin pour adultes et pour enfants

NOUVEAU CETTE ANNÉE
Cours de cinéma en anglais pour le niveau avancé

Cours axés sur la conversation en petits groupes.
L'inscription est actuellement en cours.

675, Marguerite-Bourgeois, suite 102
Québec 687-0027

Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation
no de permis 669604

Un nouveau look

Cours pour jeunes filles
13 à 17 ans

16 HEURES / 10 SEMAINES
(un soir / semaine)

- Soins Corporels
- Nutrition - Santé - Diététique
- Alimure & Maigreur
- Silhouette & Démarche
- Mode Coiffure (coiffeur stylistique)
- Trucs Beauté & Soins Esthétiques (esthéticienne)
- Conseils Judicieux sur Art du Maquillage (maquilleuse)
- Beauté des mains & Manucure
- A B C de la Garde-robe & Mode
- Mini-Budget
- Charme & Personnalité
- Les loisirs Planifiés
- Les amis et le Toi
- Tes amis & le Toi
- Apprendre à se connaître
- Savoir Vivre & Savoir Faire
- La Sexualité dans la vie (sexologue)

DEPLÉ DE MODE (FACULTATIVE)

Cours organisé par:
Cours de Perfectionnement Féminin
de Francine Mongeau
Permis culture personnelle 749778
Plusieurs succursales
dans Montréal et la province

Femina
SECRÉTARIAT
(418) 681-9571

STE-FOY Auberge Ramada 1200, Lavergne Insc.: le lundi 10 sept. à 19h00 Inf.: 681-9571	MONTMAGNY Place Le Germain Inc. 105, ch. des Poiriers Insc.: le lundi 10 sept. à 19h00 Inf.: 248-2024
BAIE-ST-PAUL Le Centre d'Art de Baie-St-Paul 4, boul. Fafard Insc.: le mardi 11 sept. à 19h00 Inf.: 435-2935 - 435-2815	CHARLESBOURG Polyvalente de Charlesbourg 800, Place Sorbonne Insc.: le mardi 11 sept. à 19h00 Inf.: 628-1004
CHATEAU-RICHER Motel Roland Racine 8990, boul. Ste-Anne Insc.: le mercredi 12 sept. à 19h00 Inf.: 827-2194	ST-RAYMOND-de-PORTNEUF Hôtel Claire-Fontaine St-Raymond Insc.: le jeudi 13 sept. à 19h00 Inf.: 337-2207 - 337-2601
LEVIS Inst. Coop. Desjardins 50, ave. des Commandeurs Insc.: le jeudi 13 sept. à 19h00 Inf.: 681-9571	BEAUPORT Centre Mun. Mgr-Laval 2, rue du Fargy Insc.: le jeudi 13 sept. à 20h00 Inf.: 628-1004
DONNACONA Restaurant Camtor Rte 138 Insc.: le jeudi 13 sept. à 19h00 Inf.: 285-1724	INSTITUT DES SOURDS DE CHARLESBOURG Cours pour non-entendants Non-entendants: 628-8592 Entendants: 681-9571



SPÉCIAL D'INTRODUCTION
NOUVELLE COLLECTION DE TAPIS CHINOIS
Réductions de 30% à 70%

Grandeurs: 4' x 6' - 6' x 9' - 9' x 12'
Choix de couleurs

ÉMILIE ROCHETTE
LES SPÉCIALISTES DU COUVRE-PLANCHER À QUÉBEC
555, de la Couronne, Québec - 529-4164
Stationnement au pied de la côte d'Abraham

L'élection du 4 septembre

Mulroney aurait à nommer un grand nombre de ministres

La place importante qu'y occuperaient les représentants des vastes provinces et Territoires de l'Ouest et de l'Est du Canada serait la caractéristique la plus frappante du premier cabinet



Richard DAIGNAULT
A
TORONTO

que Brian Mulroney aura à former si les conservateurs remportent la victoire mardi.

La deuxième caractéristique serait la réduction du nombre des ministres, afin de couper dans le gras de la lourde et coûteuse administration fédérale.

Considérant que le chef conservateur a annoncé la mise en place de programmes nouveaux évalués à quelques milliards, il est évident qu'une nouvelle administration devra couper quelque part. M. Mulroney donnerait l'exemple au Conseil des ministres même.

Les cabinets libéraux de Pierre Trudeau atteignent des dimensions remarquables, comptant jusqu'à 36 ministres, dimensions que son successeur, John Turner, a voulu réduire à 29 et qu'il se promettait de réduire davantage.

Certains observateurs à Toronto sont d'opinion que M. Mulroney sera forcé d'avoir autant de ministres que M. Trudeau.

Pourquoi? Parce que le Parti conservateur élargit des députés de toutes les régions du pays, contrairement au Parti libéral dont les assises ont été très largement sinon presque exclusivement situées au Québec et en Ontario.

M. Mulroney serait alors, pense-t-on, dans l'obligation d'élever au cabinet des députés de toutes les provinces.

Au moins un journal de Toronto "The Star" faisait état de ce problème en première page hier.

Mais là où ces spéculations semblent avoir glissé sur quelques pelures de banane c'est dans l'analyse de la composition des éblouissantes ministères de M. Trudeau.

Il vaut la peine de s'arrêter et d'en considérer la structure. Prenons, à titre d'exemple, le cabinet en place le 1er septembre 1981.

On constate que 26 des 36 ministres, dont le premier ministre, étaient des députés du Québec et de l'Ontario. Parmi ces 26, il y en avait sept de Montréal et six de Toronto.

Le gouvernement de Pierre Trudeau était, au niveau de son personnel, un gouvernement complètement dominé par le Québec et l'Ontario, et surtout par les représentants des villes de Montréal et Toronto.

Les 10 autres ministres du cabinet Trudeau venaient des provinces de l'Atlantique ou de l'Ouest, mais dans ce dernier cas, on comptait trois membres du Sénat car les libéraux n'avaient élu aucun représentant à l'ouest du Manitoba.

Or, le lendemain de l'élection de mardi, il semble que la hiérarchie d'influence politique qui régnait à Ottawa depuis si longtemps basculera dans la cour de régions qui rongent les fruits amers de l'opposition depuis très longtemps.

Le Québec et l'Ontario n'accaparaient plus les trois quarts des places au cabinet, Toronto et Montréal le tiers.

L'Ouest, nouvelle force de la politique fédérale canadienne, nouveau moteur dans l'évolution de l'économie de la région du Pacifique, prendrait, avec l'élection d'un gouvernement conservateur, une place égale à celle du Québec et de l'Ontario dans la nouvelle équipe ministérielle.

Pas besoin d'avoir 36 ministres! Il s'agirait de répartir les quelques postes clés de l'administration entre les mains de députés représentatifs de l'ensemble du pays.

Visages neufs

Ce qu'il y aurait de plus neuf, dans un gouvernement

conservateur, ce serait la présence québécoise.

Le Québec, en tout premier lieu, pourrait apporter l'image d'un changement. Parmi les nouveaux ministrables, il y a les candidats Michel Côté dans Langue, Suzanne Duplessis dans Louis-Hébert, le jeune Pierre H. Vincent dans Trois-Rivières, Marcel Masse, ex-ministre de l'Union nationale, dans Frontenac, Mme Gabrielle Bertrand, veuve du premier ministre québécois, Jean-Jacques Bertrand, dans Brome-Missisquoi, Bob Layton, dans Lachine et Lawrence Hannigan, candidat dans Laval-des-Rapides.

Les deux ex-ministres de Joe Clark, Roch LaSalle et Robert De Cotret, seraient sans doute parmi les premiers appelés à faire partie de la nouvelle administration.

Si le Québec peut fournir beaucoup de sang neuf qu'en serait-il des autres régions du pays?

Les conservateurs à Toronto inclinent à penser que les ministres de Joe Clark reviendraient dans le cabinet Mulroney.

Peut-être. Par exemple, il est difficile de croire que John Crosbie, qui fut ministre des Finances de Joe Clark et qui fit une dure lutte à M. Mulroney, lors du congrès d'investiture de 1983, redevienne ministre. Sans compter qu'il se met les pieds dans les plats plus souvent qu'à son tour.

Les gros canons ontariens d'un gouvernement Mulroney demeureraient sans doute Michael Wilson, futur ministre des Finances, Sinclair Stevens, grand ami et conseiller de M. Mulroney, Perrin Beatty, le député de Dufferin-Simcoe, qui a mené la lutte contre les abus du ministère du Revenu et Flora MacDonald.

Mais des visages nouveaux peuvent surgir tels ceux de Barbara McDougall si elle défait John Roberts dans Toronto-Saint Paul's, ou Barry Turner s'il l'emporte dans Ottawa-Carleton.

L'Ouest

Du nouveau dans l'Ouest? Certes M. Mulroney devra s'inspirer en bonne partie des choix de Joe Clark en 1979.

Pat Carney, de Vancouver-Centre, si elle survit à l'assaut combiné des néo-démocrates et des libéraux, obtiendrait un important portefeuille économique et Tom Siddon, un ingénieur de l'aéronautique, candidat dans Richmond-South Delta, Colombie-Britannique, pourrait hériter d'un portefeuille chargé du développement technologique.

Le retour de Ray Hnatyshyn, de Saskatoon-West, semble assuré comme l'est celui de quelques figures connues des provinces de l'Atlantique dont Elmer Mackay, l'homme qui céda son siège de la Chambre des Communes à M. Mulroney.

Les deux casse-tête de M. Mulroney seraient l'attribution de portefeuille parmi les députés de l'Alberta et du Manitoba.

En Alberta, les ministrables sont nombreux: Harvie Andre, Steve Paproski, David Kilgour, Peter Elzinga. Mais déjà, il y a M. Clark dont on dit qu'il deviendra ministre des Affaires extérieures, et dont la campagne a contribué à la popularité conservatrice. De plus, Don Mazankowski reviendrait comme ministre des Transports.

Au Manitoba Jke Epp reviendrait sûrement et il n'est pas impossible que Charles Mayer, député de Portage-Marquette, lui-même un authentique fermier, obtienne le portefeuille de l'Agriculture.

Mais que ferait M. Mulroney avec une patate chaude comme Bud Sherman, la vedette de la lutte anti-francophone au Manitoba, s'il venait à défaire Lloyd Axworthy dans la circonscription de Winnipeg-Fort Garry? Un tollé s'élèverait au Québec s'il était nommé ministre et ce serait l'indignation au Manitoba s'il ne l'était pas.

Winnipeg compte deux autres personnalités conservatrices ministrables, si elles triomphaient mardi soir: Léo Duguay, instituteur, candidat dans Saint-Boniface, et Joe Due, le conservateur qui pourrait l'emporter dans la circonscription, néo-démocrate depuis longtemps, de Winnipeg-North Centre.



M. Jean-Nil Jean espère favoriser l'enracinement du Parti nationaliste en faisant circuler une centaine de ces cassettes.

Campagne faite par cassettes

par Marcel COLLARD

A défaut d'exercer son art oratoire — qu'il maîtrise très bien — dans les grandes assemblées publiques, comme autrefois, selon la plus pure tradition politique, le candidat du Parti nationaliste de Charlesbourg, M. Jean-Nil Jean, diffuse son message par la distribution de cassettes.

Ces cassettes lui coûtent environ \$150 au total et il les distribue à quiconque s'engage à porter une oreille attentive, puis à la faire entendre à d'autres personnes. Il l'offre aussi aux indécis dans l'espoir de continuer l'enracinement du PN.

A sa deuxième campagne électorale, comme candidat créditiste, en 1965, dans la circonscription de Saguenay, son magnétophone était un jour disparu; après l'élection, en récupérant son appareil, il constata que le message, ainsi diffusé, lui avait rapporté des dividendes le jour de la votation. A Charlesbourg, il tente l'essai.

Peu de ressources

Sans beaucoup de res-

sources, M. Jean reste quand même optimiste. Le président du Parti québécois de Charlesbourg est en Europe, confie-t-il, et les autres membres de l'exécutif demeurent indifférents. Seul appui tangible, des gens du Parti québécois de Chauveau lui ont offert de l'aide.

Dans un style vif, des propos tranchants et vigoureux, avec éloquence et passion, M. Jean incite ses concitoyens à peser ses paroles et à réfléchir. Il fait l'histoire de l'exploitation et de l'oppression des hommes, et celle de leur liberté de choisir et de répudier leurs maîtres. Dans ce discours de 30 minutes, il dénonce le Parti rhinocéros comme "une plaie virulente dans la face de la démocratie car, explique-t-il, ce parti prostitute le droit de choisir et de répudier ses maîtres".

Quant aux deux partis traditionnels, M. Jean dit qu'on ne vote plus pour la valeur des idées, mais pour un chef qui a gagné un concours de beauté et de personnalité.

Sans pouvoir publier, The Gazette se prononce

D'après PC, LE SOLEIL

Même si un différend syndical l'empêche de publier, le seul quotidien anglophone de Montréal a réussi à conseiller à ses lecteurs, hier, de voter en faveur du Parti conservateur.

Par de la publicité à la radio, The Gazette a fait lire une partie de l'éditorial qui aurait paru aujourd'hui, si un lock-out n'avait pas rendu ses presses immobiles.

Dans cet éditorial, le journal reconnaît qu'une victoire conservatrice "ne garantirait pas, en elle-même, un parfait nouveau monde de prospérité économique et d'harmonie nationale".

Mais, poursuit-il, "les meilleures perspectives de changement pour le mieux se trouvent du côté des Tories. En termes de programme, d'engagements et de leadership, l'équipe Mulroney inspire plus de confiance que les autres".

L'éditeur Clark Davey a expliqué qu'il trouvait important de faire connaître la teneur de l'éditorial aux lecteurs, "à cause de notre position unique sur le marché".

Crainte de Morgentaler

Le Dr Henry Morgentaler craint que les femmes n'éprouvent encore plus de difficultés à obtenir un avortement, advenant l'élection d'un gouvernement conservateur le 4 septembre.

"J'ai peur qu'un gouvernement conservateur n'essaie de restreindre le droit — déjà limité — des femmes à l'avortement", a déclaré le Dr Morgentaler.

Au cours d'une conférence de presse, hier à Toronto, M. Morgentaler a fait observer que MM. Turner et Mulroney ont tous deux évité d'aborder la question de l'avortement au cours de la campagne électorale.

Espoir du NPD dans Charlesbourg

Selon le candidat du Nouveau Parti démocratique dans Charlesbourg, les jeux sont loin d'être faits et les "espoirs sont réels". Candidat ayant terminé au deuxième rang, en 1980, M. Etienne Tremblay a dit avoir constaté, au cours des derniers jours, une désaffection de la clientèle libérale, une remontée substantielle des appuis au NPD, l'absence d'une vague conservatrice perceptible, une grande hésitation face au déplacement libéraux-conservateurs et un désir évident de changement.

Message de McDermott

Le président du Congrès du travail du Canada, M. Dennis McDermott, profite de son message à l'occasion de la Fête du Travail pour encourager les Canadiens à voter pour le Nouveau Parti démocratique le 4 septembre.

Le jour de la Fête du Travail est l'occasion de souligner les sacrifices et les accomplissements des travailleurs à travers les années, souligne M. McDermott dans le texte de sa déclaration, rendue publique hier.

Victoire prématurée

Les médias d'information élec-

troniques au Canada ont accidentellement prédit la victoire du chef conservateur Brian Mulroney lors de l'élection du 4 septembre.

Une brochure envoyée aux 350 membres de l'Association des chefs des nouvelles à la radio et à la télévision au Canada affirme que le "très honorable Brian Mulroney" sera le conférencier au congrès de l'association en novembre.

Ce titre est normalement réservé au premier ministre, au gouverneur général, au juge en chef du Canada et aux membres du Conseil privé.

Avertissement

Le président et directeur général de la Régie des permis d'alcool, M. Ghislain K.-Laflamme, a rappelé hier que la loi sur les permis d'alcool interdit l'exploitation d'un permis d'alcool durant les heures d'ouverture des bureaux de votation, le jour d'une élection générale.



Vigneault appuie le chef issu de son pays.

Vigneault, autre voix pour le PC

MONTREAL (AFP) — Le poète et chanteur Gilles Vigneault, un des chantres de l'indépendance du Québec, a déclaré hier sur les ondes du réseau anglophone de Radio-Canada, qu'il voterait pour le Parti conservateur lors des élections fédérales du 4 septembre.

M. Vigneault a justifié son choix par le fait que le chef du PC, M. Brian Mulroney, était tout comme lui originaire de la Côte-Nord. M. Mulroney a grandi dans la ville de Baie-Comeau, Gilles Vigneault, lui, est né à Natashquan, à 300 km à l'est de Sept-Îles.

L'auteur de "Gens du pays" rejoint ainsi M. René Lévesque, chef du Parti québécois et premier ministre de la province, qui a indiqué à plusieurs reprises que les conservateurs offraient "une ouverture remarquable dans le sens d'un abandon du centralisme forcené pratiqué à Ottawa par les libéraux".

Les dirigeants d'entreprises appuieront les conservateurs

TORONTO (PC) — Un sondage effectué par le Financial Post indique que 88 pour 100 des dirigeants d'entreprises canadiennes voteront pour le Parti conservateur le 4 septembre.

L'hebdomadaire explique, dans son numéro du 1er septembre, qu'il a envoyé des questionnaires par la poste à de hauts cadres parmi les 500 plus grandes entreprises au Canada.

Sur les 209 qui ont répondu, 88 pour 100 appuient les conservateurs, tandis que seulement 8 pour 100 soutiennent les libéraux et

aucun des néo-démocrates. 4 pour 100 n'ont pas répondu au questionnaire.

En 1980, 74 pour 100 des dirigeants interrogés ont dit avoir voté pour le Parti conservateur, 18 pour 100 pour le Parti libéral, et 8 pour 100 n'ont donné aucune réponse.

Le Financial Post souligne que les cadres appuient largement les conservateurs à cause de l'image favorable de leur chef, Brian Mulroney.

En effet, 79 pour 100 des hommes d'affaires ont déclaré qu'ils

avaient une opinion favorable de M. Mulroney, 40 pour 100 ont une bonne opinion du chef libéral John Turner tandis que 23 pour 100 trouvent que le chef du NPD, Ed Broadbent, fait bonne impression.

De plus, 81 pour 100 des dirigeants d'entreprises croient que les conservateurs feraient un meilleur travail que les libéraux en matière d'économie, 84 pour 100 favorisent les conservateurs au sujet des relations Canada-États-Unis, et 82 pour 100 estiment que le parti Tory a de meilleures politiques touchant l'énergie.



Du neuf

M. Gerald Stephenson (à gauche), un aveugle de Hamilton, peut prendre connaissance du programme du Nouveau Parti démocratique car l'organisation du NPD a fait préparer des exemplaires du document en braille. C'est le directeur de la campagne du NPD dans la circonscription ontarienne de M. Stephenson, qui lui a remis le texte.



L'élection du 4 septembre



Mme Turner critique trois médias d'information

VANCOUVER (PC) — La femme du premier ministre John Turner, Mme Geills Turner, affirme que trois médias d'information ont dévoilé des sondages suggérant une défaite libérale le 4 septembre ont un préjugé favorable pour le Parti conservateur.

Mme Turner se questionne également sur l'exactitude de ces sondages et sur la façon dont ils ont été effectués.

Il est clair, estime-t-elle, que le réseau CTV appuie les conservateurs. Je crois qu'au niveau de leur philosophie politique, ils ont

toujours soutenu le Parti conservateur, a ajouté Mme Turner, qui faisait campagne pour son mari dans Vancouver, hier.

"Le Globe and Mail appuie le Parti conservateur. Southam News est connu pour son soutien au Parti conservateur", affirme Mme Turner.

Le directeur général de Southam News, M. Nick Hills, a déclaré que sa firme n'avait jamais appuyé directement ou indirectement un parti politique. Au sujet de la réaction de Mme Turner, M. Hills considère que ce sont là des déclarations de mauvais perdants.

Pour sa part, M. Don Cameron, vice-président des nouvelles à CTV, a affirmé au cours d'une entrevue téléphonique que Mme Turner doit être bouleversée par quelque chose. A ce que je sache, a-t-il dit, nous avons couvert la campagne avec équité.

Par ailleurs, Mme Turner a laissé savoir qu'un sondage effectué par les travailleurs libéraux dans Vancouver-Quadra indique que le premier ministre mène une chaude lutte au conservateur Bill Clarke, et que le candidat néo-démocrate Ray Cantillon était loin en troisième position.



Geills TURNER PC

Conseils à son mari

LAVAL (PC) — Geills Turner a revendiqué la semaine dernière le droit de prodiguer ses conseils à son mari, le premier ministre John Turner, sur diverses questions, même si elle n'a pas été élue à une fonction publique.

S'adressant à des journalistes, après avoir participé à l'inauguration du Manoir Thérèse-Casgrain, maison d'accueil pour personnes âgées érigée grâce à une subvention fédérale, Mme Turner a indiqué qu'à chaque heure du jour elle faisait connaître son point de vue à son mari.

Qualifier une telle attitude d'abus du privilège qu'elle a d'être près du premier ministre est ridicule, a-t-elle noté. Selon elle, son mari apprécie le fait qu'elle soit plus sensible que lui à certains problèmes.

Elle a par ailleurs nié qu'il y ait un écart de pensée entre son mari et elle, quand elle se prononce en faveur d'un gel des armes nucléaires. "Nous travaillons tous les deux en visant le même but. Le problème est d'établir comment y arriver."

Trudeau

Elle avait aussi dit qu'en toute sincérité elle ne croyait pas aux résultats des sondages démontrant que les libéraux s'en vont vers une défaite.

Et, de plus, il n'était pas nécessaire que l'ancien premier ministre Trudeau intervienne dans la campagne, bien qu'il serait normal dans sa position qu'il se montre au Québec. "M. Trudeau est un libéral, c'est un ancien premier ministre et il n'est pas mort. Il est raisonnable qu'il soit encore intéressé au parti et à la province."

Mme Turner a accusé les médias d'accorder beaucoup trop d'importance à l'histoire des tapes au derrière. Selon elle, les femmes ne peuvent pas le croire. Et, quand la vice-présidente de l'aile québécoise du Parti libéral Lise St-Martin-Tremblay a nié qu'elle avait été victime de la mauvaise habitude du premier ministre, un seul journal a rapporté cette mise au point.

Le français

Mme Turner avait alors aussi nié certains rapports voulant qu'elle avait annulé ses autres apparitions publiques au Québec de peur de devoir affronter certains groupes de protestataires ou parce qu'elle risquait de commettre des bévues vu qu'elle ne maîtrise pas parfaitement le français.



Merci, maman pour la jolie robe.

LES GENS À LA MODE S'HABILLENT À PLACE STE-FOY.



À QUOI RÉVE UNE JEUNE FILLE RAFFINÉE?

À LA MODE, BIEN ENTENDU!



CHIC ET HAUTE QUALITÉ, LES MOTS D'ORDRE DANS TOUTES LES BOUTIQUES.



Quand on sait ce qu'on veut, on le trouve à Place Ste-Foy.



LA MODE INTERNATIONALE, LE LUXE À VOTRE PORTÉE.

PLACE
STE FOY



L'élection du 4 septembre



Dans Brome-Missisquoi

Gabrielle Bertrand aura besoin d'une vague bleue

par Gilles BOIVIN
envoyé spécial
du Soleil
COWANSVILLE —
André Bachand était

pratiquement un in-
connu lorsqu'il ramena
dans le giron libéral, en
1980, la circonscription
de Brome-Missisquoi

que le conservateur
Heward Grafftey avait
représentée pendant
18 ans sur 22, ne tré-
buchant qu'une seule

fois devant la tru-
deumanie.
Il a mis les bouchées
doubles pendant quatre
ans pour se faire

connaître dans cette
superbe cir-
conscription qui égrè-
ne ses 42 municipalités
et villages dans un dé-

cor de rêve au gré des
montagnes et des lacs.
En début de cam-
pagne, un sondage mené
par le quotidien La Voix
de l'Est, de Granby, lui
accordait 50 pour 100 des
intentions de vote et ne
donnait qu'un maigre 14
pour 100 à la candidate-
vedette du PC, Mme Ga-
brielle Giroux-Bertrand,
veuve de l'ex-premier
ministre Jean-Jacques
Bertrand.

Le journal ne man-
quait cependant pas de
souligner que, bizarre-
ment, ce sondage ne
réflétait guère le fait
que Heward Grafftey est
resté une quasi-institu-
tion dans la circonscrip-
tion et qu'il avait retenu
le vote de 41 pour 100
de ses électeurs en 1980.
Où sont passés ces élec-
teurs conservateurs, s'in-
terrogeaient les sondeurs.

Gabrielle Giroux-Bertrand compte bien retrouver ce vieux
fond conservateur et drainer dans son si-
lage les 36,4 pour 100 d'indécis de cette cir-
conscription qui recoupe la cir-
conscription provinciale de Missisquoi
que son mari représenta pendant plus
de 20 ans à l'Assemblée nationale.
Elle admet que la notoriété de J.-J. Ber-
trand dans la région est un atout de taille
pour elle. A Cowansville, le suc-
cesseur de Daniel Johnson à la tête de
l'Union nationale a prêté son nom tant à
un boulevard qu'au centre commercial de
la place. Mais cette veuve de 61 ans avait
une côte à remonter, particulièrement à
Magog, à la limite nord-est de la cir-
conscription où le libéral André Bachand
avait remporté tous les bureaux de scrutin
en 1980.



Mme Gabrielle BERTRAND

Campagne-médias

Pour y parvenir, son organisation — que dirige sa fille Louise, une habituée des campagnes de l'UN — a largement misé sur une véritable campagne-médias. Mme Bertrand multiplie les conférences de presse sur la plupart des dossiers chauds de la circonscription, s'attendant à démontrer que le député libéral s'est préoccupé "plus de subventionner des emplois temporaires" que de créer de l'emploi permanent dans la région.

Elle a délaissé la politique du porte à porte pour visiter la multitude de PME du coin et rencontrer les électeurs par petits groupes. A Farnham, lorsque nous l'avons suivie la semaine dernière, le patron d'une fabrique de meubles scolaires s'est chargé lui-même de la présenter à ses quelque 150 employés. Dans cette petite municipalité, centre ferroviaire de la région, c'est un ancien maire libéral du coin qui l'a saluée au local conservateur. "Lorsque vous serez députée, j'irai vous voir pour discuter du problème des traverses ferroviaires à Farnham", devait-il conclure. Il se trouve également plusieurs péquistes, comme le président de l'association PQ-Missisquoi, M. Norman Grégoire, pour prédire la victoire de Mme Bertrand le 4 septembre. "Il y a une grosse vague bleue dans la région", estime ce dernier qui ne cache pas son appui à la candidate conservatrice et prétend qu'il se trouve

plusieurs péquistes et libéraux qui font de même.

Bachand confiant

Et Mme Bertrand aura probablement besoin d'une telle vague pour reprendre la circonscription aux libéraux. André Bachand se défend comme un diable dans l'eau bénite pour conserver son siège à Ottawa. En 1980, il avait remporté l'élection avec une majorité de 4,600 voix. Crâneur, le député Bachand soutient sans rire que "la vague est passée par-dessus mon comté". Il mise sur son travail dans la circonscription pendant son mandat pour sa réélection.

Son pamphlet publicitaire le montre d'ailleurs dans au moins une trentaine de municipalités, distribuant un chèque ici, rencontrant un groupe social ailleurs, etc. Il soutient avoir permis la venue de quelques \$200 millions de fonds fédéraux dans la circonscription en quatre ans.

Comme la plupart de ses collègues de la région, il admet que la campagne nationale du chef libéral John Turner n'a pas été un succès mais que cela ne devrait pas l'empêcher de doubler sa majorité, prétend-il. Sur le même ton, il soutient que les ratés de la campagne nationale ne sont pas ressentis dans Brome-Missisquoi. Mais son organisateur en chef, M. Jean-Gilles Chagnon, concédait dans une conversation informelle qu'il était devenu plus difficile de recruter des bénévoles dans certains endroits. "Les gens s'attendent trop souvent à être payés", soupirait-il.

Académie de culture personnelle

Un nouveau concept intéressant pour parfaire vos connaissances

Une école toute spéciale, nouvelle d'approche offrant des cours de:

Lundi:

Connaissance et apprentissage des vins. Par l'Amicale des Sommeliers du Québec.

Mardi:

Atelier de dégustation de cuisine contemporaine et nouvelle. Par un chef de grande réputation.

Mercredi:

Décoration d'intérieur. Par Victor Jordaens décorateur de renom. 5 sessions de 8 rencontres. Cours pratique et théorique.

Jeudi:

Esthétique, maquillage par Janine Lemelin esthéticienne, mode selon ses "COULEURS" et coiffure.

Inscription maintenant

Début des cours le 17 septembre

653-7665 - 651-2021

Ecole détenant un permis du ministère de l'Éducation.

Maison Lemelin

2868, Montreuil (angle rte de l'Église) Ste-Foy, Qué. G1V 2E6

BOIS DE PLANCHER

• CHÊNE • MERISIER • ERABLE

SPECIAL POUR UN

TEMPS LIMITE

Chêne (select) 2 1/4" 1,78\$ P.M.P.

Merisier (clair) 3/4" 1,49\$ P.M.P.

LES PARQUETS DE LA CAPITALE Inc.

2405, Dalton (Parc Colbert)

651-4432 Sainte-Foy

Heures d'affaires: Du lundi au vendredi, 8h30 à 17h00

ACUPUNCTURE

Lorraine Vermette, D.Ac., directrice de la Clinique d'Acupuncture Lovetier, a votre service depuis 5 ans, est heureuse d'annoncer que

RAYMONDE GÉRIN, D.Ac.

se joint à son personnel

Membres de l'Ass. d'Acupuncture du Québec et de la S.I.A.

Traitements: arthrite - migraine - troubles respiratoires - lombalgie - tabagisme - nervosité - eczéma - etc.

1033, rte de l'Église, suite 202, Ste-Foy

Facilités de stationnement

Rendez-vous: 651-7892

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE

BELLEMARE ET LAFOND

Dr Fernand Bellemare, M.D. C.S.P.Q., et

Dr Gilles Lafond, M.D. C.S.P.Q., F.R.C.S. (C)

OPHTALMOLOGISTES

Maladies des yeux, examen de la vue

Verres de contact

320, rue Saint-Joseph est, Québec

Complexe bibliothèque de Québec

Place Jacques-Cartier

529-9411



Le plus
vaste
choix de
Manteaux
pour Dames
à Québec!

- Les meilleures marques!
- Les meilleurs prix!
- Le meilleur service!

Venez voir les dernières nouveautés automne-hiver 84-85! Plus de 1000 manteaux en drap, tweed, mohair, ultra-suède, manteaux en popeline doublée de fourrure, manteaux en peau de porc et en agneau retourné. Choix incomparable de styles et couleurs-mode, dans les marques les plus prestigieuses. C'est le temps de faire votre sélection.

PREMIER
À QUÉBEC
DANS LE
MANTEAU
POUR DAME

l'aliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC - 525-4841

LE CHOIX EST CLAIR

L'efficacité de l'huile
Métropolitain
a fait ses preuves

SEULEMENT

44⁹⁵

• Elle est assez fluide pour rejoindre tous les coins et recoins de la carrosserie

• Plus de 60 000 véhicules déjà traités

• Brevet obtenu suite à une recherche faite au CRIQ (Centre de recherche industrielle du Québec)



UNE FORMULE PLUS QU'EFFICACE POUR VOTRE VOITURE



FORMULE BREVETÉE



CHOISISSEZ UN SYSTÈME CLAIR ET TRANSPARENT

ANTIROUILLE
à l'huile
Métropolitain

2343 Boul. Hamel
Duburger, Québec
687-5660

DOSSIERS



L'élection du 4 septembre



Rimouski-Témiscouata

Un changement d'allégeance en vue

RIMOUSKI — La situation qui prévaut dans la circonscription de Rimouski-Témiscouata ressemble beaucoup à ce qui se passe ailleurs dans l'Est du Québec. A la seule différence près que cette région, longtemps un bastion créditiste, enverra une femme siéger à Ottawa. La députée libérale sortante, Mme Eva Côté, paraît sérieusement en danger sous les coups de boutoir de la "sainte alliance" conservatrice-creditiste-péquistes dont Mme Monique Vézina s'est fait le porte-étendard.

par Jean Didier FESSOU

Il est vrai qu'il suffira du seul déplacement de 3,500 voix (par rapport à l'élection de 1980) pour faire la différence entre l'une ou l'autre. Par les temps qui courent, entre une vague conservatrice et un profond désir de changement, 3,500 voix représentent peu de choses. C'est pourquoi l'optimisme est de rigueur dans les rangs de Mme Monique Vézina et qu'une profonde inquiétude s'est emparée de Mme Eva Côté.

Ces quelques considérations mises à part, on ne peut guère parler de campagne électorale dans la circonscription de Rimouski-Témiscouata. Tandis que Mme Eva Côté parcourt la région pour dresser le bilan de ses réalisations, fort modestes au demeurant dans un contexte de crise économique, son adversaire conservatrice excelle dans l'art de la litote. Il n'y a pas un dossier, en effet, que Mme Monique Vézina ne s'engage "à faire étudier en collaboration avec le milieu". Si bien que cette drôle de campagne est celle des organisations et elle se fait à ras le sol, auprès de chaque électeur.

Les Affaires extérieures

Cette vaste circonscription de Rimouski-Témiscouata, où les deux tiers de ses 56,000 électeurs vivent en région rurale, a longtemps été un bastion créditiste sous la férule de M. Eudore Allard.

Après avoir mordu la poussière en 1979, Mme Eva Côté réussissait à lui arracher la députation l'année suivante lors de l'impressionnante vague libérale qui submergeait le Québec pour saluer le retour à la politique de Pierre E. Trudeau. Avec un suffrage de 21,884 voix.

Quatre années et demie plus

Tous les jours, au cours de la semaine dernière et cette semaine, les journalistes en région et à Québec, font le point sur la campagne électorale dans les 18 circonscriptions desservies par LE SOLEIL. Aujourd'hui, Jean Didier Fessou et Pierre Asselin nous entretiennent de la lutte dans Rimouski-Témiscouata et Bellechasse.



Dans Rimouski-Témiscouata, deux électeurs sur trois vivent en milieu rural.

tard, le bilan de Mme Eva Côté est à l'image de celui de la plupart des députés libéraux d'arrière-ban: de nombreux chômeurs partout, des marinas aux quatre coins de la région et une activité politique à Ottawa qui se situe aux antipodes des besoins de ses commettants. En effet, pendant que les jeunes diplômés de l'université du Québec à Rimouski allaient s'inscrire au bureau de l'as-

surance-chômage, Mme Eva Côté parcourait le vaste monde pour siéger dans une foule d'organismes parlementaires traitant des complexes questions que sont l'Otan, le Norad, le Marché commun, etc. Il est vrai que cette implication s'inscrivait en droite ligne dans l'idéologie politique du premier ministre Trudeau et sa campagne pour la paix mondiale.

Si bien qu'un vent de fronde

souffle contre elle à Rimouski alors que la région du Témiscouata continue de lui ménager confiance et sympathie. C'est tout de même près de la moitié de l'électorat.

Le vote créditiste

Son adversaire conservatrice, Mme Monique Vézina, dispose de deux atouts majeurs. Le premier,

celui d'une vague conservatrice qui promet des lendemains qui chantent dans le meilleur des mondes. Le second, celui d'une alliance "sacrée" où l'on retrouve conservateurs de la dernière heure, créditistes de la première heure et nationalistes de tout temps.

La combinaison des électors conservateur et créditiste de 1980 lui assurent déjà près de 15,000 voix. Electorats que Mme Monique Vézina affirme d'ores et déjà acquis. Son ambition: récupérer complètement l'électorat créditiste de 1979, c'est-à-dire 16,821 voix.

Accusée par le premier ministre Turner à Gaspé d'être une "séparatiste", Mme Monique Vézina réplique: "Pourquoi n'a-t-il pas eu le courage de dire ça à Rimouski?" Et elle prévient: "C'est dangereux de s'en prendre aux sentiments nationalistes dans une région comme Rimouski".

Bénéficiant d'une solide organisation et d'un puissant réseau d'amitiés qu'elle a nouées dans ses activités d'administratrice (mouvement Desjardins, Régie de l'assurance-auto, Conseil supérieur de l'éducation), Mme Monique Vézina compte bien profiter de la présence de Brian Mulroney dans la circonscription voisine de Manicouagan, de l'autre bord du fleuve: "C'est tout l'Est du Québec qui en retirera des avantages car la majorité des problèmes que nous connaissons sont interdépendants". Elle cite, notamment, le dossier des transports.

Aucune place

Dans cette lutte à deux où une administratrice (Mme Monique Vézina) convoite la jolie situation d'une secrétaire (Mme Eva Côté), il n'y a pas de place pour les tiers partis. Aucun des quatre autres candidats en présence n'a fait campagne.

Le candidat du Parti nationaliste, M. Pierre Bouchard, a déjà jeté la serviette. Sa seule activité politique aura été d'accueillir son chef, M. Denis Monière, et d'organiser une conférence de presse. C'est tout.

Quant aux autres, M. Guy Poulin pour le NPD, M. Marc Carrier pour le Parti de la république et M. Jacques Saint-Onge pour les Rhinocéros, on ne les aura ni vus, ni entendus. Comme si ils n'existaient pas.

Bellechasse

Une campagne électorale invisible

MONTMAGNY — Il y a des campagnes électorales qui font du bruit et d'autres qui passent inaperçues. Celle de la circonscription de Bellechasse aura été sans éclat, un peu comme s'il n'y avait pas d'élections.

par Pierre Asselin

Il y a bien eu quelques accusations lancées par le candidat conservateur Pierre Blais à l'effet que l'organisateur libéral, Marius Dion, avait fait profiter sa famille des programmes d'emploi. Mais il s'est avéré que l'organisme présidé par M. Dion n'avait parrainé qu'un projet auquel avait travaillé un seul de ses fils. Le seul petit scandale de la campagne était mort aussi vite qu'il était né.

Pour le reste, les conservateurs n'ont tenu à peu près aucune assemblée publique et les deux qu'ont organisées les libéraux étaient ennuyées à mourir. Pour l'assemblée de clôture, notamment, le député libéral sortant de Bellechasse, Alain Garant, recevait son confrère de Montmorency, Louis Duclos. A peu près 200 personnes étaient bien sagement assises dans la salle et ont écouté sans jamais broncher le discours d'occasion de M. Duclos. On entendait même quelques bâillements.

La campagne avait été inaugurée par une assemblée guère plus dynamique à laquelle assistaient les députés Serge Joyal et Gaston Gourde. Ce furent, avec M. Duclos, les seuls appuis qu'a reçus Alain Garant pour sa campagne. Mauvais signe pour les conservateurs, les libéraux n'ont pas peur de perdre Bellechasse.



Mauvais signe pour les conservateurs de Bellechasse, les libéraux n'ont pas peur.

Des subventions

Il faut reconnaître à Alain Garant deux talents. Le premier consiste à avoir obtenu un nombre impressionnant de subventions au cours des quatre dernières années pour sa circonscription, qui en avait d'ailleurs bien besoin. Le second consiste à faire savoir à tout le monde qu'Alain Garant a obtenu les subventions en question. En fait, personne ne peut reprocher au député

de s'être tourné les pouces, il est à peu près inattaquable sur ce point.

Il a même poussé la manie des subventions un peu loin au cours des dernières semaines, puisque depuis le 28 juin seulement, \$757,000 ont été accordés pour sept projets en vertu de l'article 38 de la loi sur l'assurance-chômage, un programme qui était pratiquement inutilisé auparavant.

Il serait donc surprenant que les électeurs se débarrassent d'un dé-

puté aussi prodigue dans Bellechasse pour le simple plaisir de mettre les conservateurs au pouvoir à Ottawa. La "vague" conservatrice pressentie reste pourtant le seul espoir auquel peut s'accrocher le candidat de ce parti, l'avocat Pierre Blais.

Celui-ci, comme son adversaire, a mené une campagne de poignées de mains et de rencontres individuelles dont les résultats sont, pour le moment, imprévisibles.

Peu de racines

Comme ailleurs dans la province, les racines des conservateurs dans Bellechasse sont minces. En 1979, le parti avait récolté 2,921 voix contre 18,713 au créditiste Adrien Lambert, qui remportait l'élection, et 17,584 au libéral Jean Richard. Quelques mois plus tard, à l'élection de 1980, le jeune candidat libéral Alain Garant renversait la vapeur et gagnait l'élection avec 20,273 voix, soit 5,600 de plus que le créditiste. Les conservateurs piétinaient avec un maigre 2,000 voix.

Restent deux facteurs qui influenceront les résultats. En 1980, 17,000 personnes s'étaient abstenues de voter et il est impossible de savoir où penchera leur vote, si elles votent cette année. Par ailleurs il n'y a plus de créditiste dans la course mais l'ex-député, Adrien Lambert, n'a accordé son appui à personne, indiquant seulement que les libéraux ou les conservateurs ne valaient guère mieux les uns que les autres.

Promesses

Pour un prochain mandat, le député sortant s'est déjà engagé à implanter un quai en eau profonde dans la région, à faire continuer la construction du gazoduc pour approvisionner Bellechasse en gaz naturel et à faire appliquer dans sa circonscription un programme d'aide aux propriétaires de boisés privés identique à celui qui existe déjà dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Enfin, quel que soit le résultat des élections, les tiers partis n'auront que très peu d'influence puisqu'ils ont été complètement absents de la campagne jusqu'à maintenant. **Demain: Louis-Hébert et Manicouagan.**

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur:
Jacques-G. FrancoeurRédacteur en chef et Editeur adjoint:
Alain GuilbertPrésident et directeur général:
Paul-A. AudetDirecteur de l'information:
Gilbert AthotVice-président et trésorier:
Charles-A. PoulinDirecteur de l'édition:
Jacques Dumais

Mulroney se fait prudent

par
**Raymond
GIROUX**

Saine modération, calme exemplaire, engagements feutrés: Brian Mulroney a donné à Toronto, hier, devant un gratin économique canadien fort chaleureux, un sobre aperçu — complet, nous dit-on — du coût des promesses électorales.

Premier aspect majeur, le Parti conservateur refuse de céder à un vent d'optimisme délirant. Les prévisions ne tiennent pas compte d'une baisse possible des taux d'intérêt, ni d'une diminution de la proportion de chômeurs au pays.

En contrepartie, l'on pourrait croire que l'opposition officielle, à une foulée de la victoire du 4 septembre, ne tient pas à s'enfermer dans des engagements qu'elle ne pourrait pas tenir, à son avis.

Statistique Canada prévoyait en effet, il y a moins d'une semaine, une détérioration continue de notre rendement économique au cours des prochains mois. La société Informetrica, d'Ottawa, annonce de son côté un taux de chômage supérieur à 10 pour 100 pour au moins neuf ans encore.

Aussi, les ballons politiques des derniers mois s'effritent de jour en jour, ce qui mène à la situation bizarre où le principal parti d'opposition refuse à tout prix de se donner un objectif ferme, quant à la baisse du taux de chômage. C'est là ce qui ressemble le plus à un aveu de faiblesse, dirait-on dans les rangs adversaires. Mais les amis de M. Mulroney, eux, répliqueront rapidement que leur modération vaut mieux que la façade optimiste du dernier budget fédéral de M. Marc Lalonde, aujourd'hui défoncé de un ou de plusieurs milliards, de l'aveu même de M. Turner.

M. Mulroney a annoncé des engagements de \$4,3 milliards pour les 30 premiers mois de son mandat, soit de \$300 à \$500 millions pour terminer l'année fiscale actuelle, \$1,7 milliard en 1985-1986 et \$2,1 milliards l'année suivante.

Il manque à ces chiffres, reconnaît le PC dans les documents dévoilés hier, le coût de la réforme du régime des pensions et celui des programmes qui exigent l'accord des provinces, comme l'aide aux garderies. Mais les libéraux eux aussi ont des engagements dans les mêmes domaines.

On y constate aussi une diminution des frais imputables à la recherche et au développement. Les conservateurs parlent en effet de l'augmentation nette des dépenses dans ce secteur, soit \$100 millions, alors que le total de leurs promesses, au contraire, est donné en chiffres bruts. On additionne ici des pommes et des oranges au mépris de la rigueur économique.

Les publicistes du parti ont sans doute craint des effets néfastes des données brutes établies dans ce secteur à \$2,5 milliards par année à partir de 1988, selon une étude du PC dévoilée au mois de mai.

Le chef conservateur s'engage à ne hausser ni le déficit ni les taxes. En plus, à mots plus ou moins couverts, il se porte à la défense du dollar canadien malgré les adjurations des premiers ministres provinciaux, en annonçant son intention de compenser le coût élevé du crédit dans des secteurs clés par une diminution des autres coûts de production.

Un gouvernement conservateur s'engage aussi à dégrader les crédits pour ses promesses à même les budgets existants. Autrement dit, pas d'argent neuf, mais une réorientation des dépenses sans toucher à la politique sociale qui sera même améliorée.

Personne ne contestera le gaspillage dans la fonction publique et les entreprises d'Etat et le PC s'engage d'ailleurs à suivre nombre de recommandations du vérificateur général du Canada.

Le discours d'hier, un sommet de la politique de la pédale douce, reflète la nouvelle attitude de non-confrontation de M. Mulroney. Il dénote également la nouvelle tendance des politiciens qui, en ces années maigres, se battent pour réduire l'ampleur de leurs promesses.

point de vue

Pour qui allez-vous voter le 4 septembre?

par **Michel Salvador Louis**

Outre les sondages Gallup, Crop, Iqop, Sorécom, etc., les électeurs canadiens se font, ces jours-ci, littéralement harceler par les bureaux d'organisation des candidats qui, mine de s'informer des intentions de vote, ne font à vrai dire que solliciter les voix des informateurs.

Mais les votants pour qui déposer le bulletin dans l'urne constitue plus qu'un geste de routine, plus qu'une obligation de citoyen mais une décision responsable ne peuvent vraiment que s'interroger: **A qui donner la confiance cette fois-ci, la lutte n'étant même pas assez chaude pour les aider à discriminer.**

En tout état de cause, il paraît que dans un système démocratique, le changement des gouvernements ici et des individus tout en maintenant le même régime ailleurs constitue une soupape de sûreté contre l'enlèvement, la corruption, l'arrogance voire le mépris du peuple par les détenteurs du pouvoir. Si cela était bien vrai, l'électeur ca-

nadien serait porté à dire: **après deux décades, il est temps de changer.**

Mais changer pour qui? Pour quoi? Changer le premier ministre? Le parti? Le député du comté? L'idéologie?... Est-il si clair que de l'un(e) à l'autre c'est si différent? Le sociologue ne disait-il pas: "Plus ça change, plus c'est pareil".

Après tout, quelle est la différence entre un conservateur et un libéral si le premier est progressiste et le second se situe à droite du centre; entre une femme et un homme face à la gestion de la chose publique ou quand il faut traiter avec l'entreprise privée ou encore dans les rapports internationaux...? Le sexe peut-il constituer une valeur, un atout ou une garantie de mieux faire même pour les femmes (une femme étant au pouvoir)?

De quelle efficacité peut être un parti démocratique à tendance travailliste (si nouveau soit-il), au beau milieu d'un système capitaliste allié indéfectible du pays le plus capitaliste au monde et qui,

par surcroît, s'efforce à protéger tous les régimes de droite voire d'extrême droite de l'hémisphère? L'alternative pourrait être dans ce parti sans doute... Mais encore faut-il que l'idéologie de ce parti se démarque nettement de n'importe quelle autre organisation politique même libérale, que le combat à mener en faveur des forces de production: les travailleurs, des masses défavorisées, soit plus déterminé, plus clairement intelligible et plus résolument mené qu'il ne l'est actuellement.

Mais s'il existait un parti vraiment socialiste dans la course, les électeurs seraient-ils plus fixés qu'ils ne le sont face à ce triangle (quasi bermudien): **libéral-conservateur-NPD**? Serait-on prêt à négocier avec son passé traditionnel un changement qui affecterait l'organisation de l'entreprise, un nouveau partage de la richesse collective, de nouveaux rapports entre les groupes d'intérêt, une nouvelle conception de la société canadienne?..

Est-il nécessaire de se de-

pour différentes raisons, le style, la présence, la voix, les yeux, les tics de tels ou tels animateurs ou animatrices. Tout est affaire d'appréciation fort subjective en cette matière. Un bulletin de nouvelle, pas davantage d'ailleurs que les prévisions de la météo ne sont tout de même pas un roman-savon, le show de Miss America, une réclame publicitaire ou un gala quotidien de quelque Miss Teen Chérie.

Les grands réseaux américains de télévision l'ont d'ailleurs compris en confiant la présentation de leurs principales émissions d'information à des journalistes chevronnés. La maturité confère une aura de crédibilité que n'assure pas nécessairement l'absence de rides ou de cheveux gris.

Avec l'évolution démographique, il serait d'ailleurs dangereux de trop vouloir miser sur les atouts de la jeunesse. Les sociétés occidentales vieillissent. Ce que réalisent de plus en plus les maisons de publicité. Elles rajustent leur tir avec des messages qui valorisent davantage l'âge mûr. Quelques exemples. Ce n'est plus un jeune "macho" qui est au volant de la racée Alfa Romeo, mais plutôt une femme d'âge moyen. C'est un Peter Fonda grisonnant qui enlève une puissante Harley Davidson. Même l'ancien ministre de l'Éducation, M.

Camille Laurin, qui trouvait le milieu de l'enseignement trop vieux avec un âge moyen de 42 ans, a compris que l'Ultra Brite est préférable au Grecian Formula.

Mme Arcand refuse de plier l'échine pour seul motif de pattes d'oies. Un grief est logé par le Syndicat des journalistes de Radio-Canada. Si d'autres raisons sont en cause, les autorités de la boîte se doivent de les faire connaître explicitement.

Déjà et c'est connu, la place des femmes dans les entreprises de presse est loin de l'égaler à l'enseigne de l'égalité. Dans les médias électroniques, où le culte du vedettariat est érigé en système, la concurrence est plus farouche qu'ailleurs. Une arène de mâles avant tout. Si la situation n'a pas évolué, une seule femme occupait un poste de cadre non syndiqué à Radio-Canada en 1981. A la rédaction du SOLEIL, c'est le néant à ce titre. Aux États-Unis, sur 3,285 postes de direction dans les quotidiens, seulement 251 sont occupés par des femmes.

Mme Arcand a raison de s'opposer à un système qui selon ses propres termes préfère, à d'autres critères, les animatrices "mignonnes, gentilles et sans rides". C'est une question de dignité humaine et professionnelle.

"SI J'AVAIS UNE LETTRE DU PORTUGAL POUR VOUS, MONSIEUR MACKASEY, JE VOUS LA REMETTRAIS!!"



le point

La belle et l'écran

par
**Roger
BELLEFEUILLE**

Si les allégations de la lectrice de nouvelles Louise Arcand, quant à sa rétrogradation sont fondées, la direction de Radio-Canada pourrait se retrouver avec une machiste cause de discrimination sur les bras. De son propre aveu, tel que rapporté par les médias, hier, elle a dû céder sa place comme animatrice du téléjournal de 18h, parce que "trop vieille". Agée de 40 ans, elle est remplacée par Mme Marie-Claire Lavallée, qui, elle, a 28 ans.

La charte québécoise des droits et libertés de la personne est formelle. Nulle personne ne doit subir un préjudice fondé, entre autres motifs, sur l'âge, sauf dans la mesure prévue dans la loi. Il y aurait peut-être aussi matière de discrimination sexuelle. Si l'on observe les visages "mâles", en couleurs comme en noir et blanc, plusieurs étaient, de toute évidence, de l'ancienne génération Pepsi. Or, le vent de jeunesse qui semble vouloir balayer le petit écran ne les affecte guère.

L'on peut aimer ou non,

bloc-notes

Le prix du coup de tête

par
**Paul
LACHANCE**

La Société Asbestos veut investir \$60 millions, d'ici quatre ans, pour rentabiliser l'exploitation de ses mines dans la région de Thetford. Développement minier et modernisation des installations lui permettraient, dit-on, de réduire de 25 pour 100 ses coûts de production et d'assurer sa survie pendant au moins 10 ans. Mais pour quoi faire?

Depuis que le gouvernement québécois en a pris le contrôle, en 1982, par le biais de la Société nationale de l'amiante, Asbestos n'a cessé d'enregistrer des pertes. Son fonds de roulement, alors de \$80 millions, est épuisé. Fin juin, il était déficitaire de près de \$5 millions. Même si on a réduit les effectifs de plus de 60 pour 100, depuis lors, si on a vendu des mines, compressé les dépenses ici et là, fait des études de rentabilité et de marketing, l'amiante est de moins en moins attrayant.

Depuis quelques années, l'anathème a été jeté à ce minéral. Trop dangereux. Les pays occidentaux ont décidé d'en limiter la consommation. Résultat: une baisse accrue de la demande qui a déclenché une guerre des prix. Mais on jure que l'amiante, ça va revenir. Quand, comment, pourquoi? Lorsque M. Daniel Perlestein, président de la SNA, a démissionné volontairement de son poste, en juillet, l'occasion aurait été idéale pour le gouvernement de repenser son engagement envers cette industrie périlante. Mais il fallait sans doute sauver l'honneur.

Car on sait pourquoi le Québec a pris le contrôle de l'industrie de l'amiante, en 1977. De vastes dépôts qui allaient se faire traiter ailleurs et dont on ne retirait virtuellement aucun bénéfice manufacturé. Évidemment, une occasion rêvée pour porter un grand coup et effacer un autre symbole colonial "en reprenant nos propres affaires en main". Mais un procédé qui, dans les circonstances, s'est avéré plus un coup de tête qu'un coup de maître. On savait que le timing était mauvais.

Et, sept ans après, de pertes en pertes et de mauvaises perspectives en bilans désoleants, l'obstination à s'accrocher tient de l'irrationnel. Mais la fierté nationale, cela n'a pas de prix...

divers partis politiques. Ils n'auraient pour s'emballer ou se laisser emballer que les promesses électorales. Même les dénonciations et les révélations coutumières lors d'une campagne électorale font défaut. Se serait-on entendu tacitement pour ne pas "s'entredéplumer"?

Qui pis est, en votant, on risque d'élire le député de notre choix sans aucune garantie qu'il fera partie du gouvernement. Au suffrage universel et direct, la situation serait moins compliquée et la lutte entre les partis prendrait plus de signification.

Enfin, voter pour un candidat est-ce une chance à prendre avec lui (ou elle) ou une chance à lui donner? Ne me demandez pas quel penseur illuminé proclamait: "Un peuple a le gouvernement qu'il mérite". Ces sentences ont, certes, toujours le défaut d'être trop universelle. Mais supposons un instant que ce soit vrai pour le Canada et qu'il faille le prouver le 4 septembre 1984... **Pour qui allez-vous voter? L'auteur est un sociologue résident à Sainte-Foy.**

VOTRE PAGE

A nos lecteurs
et nos lectrices

LE SOLEIL publie avec plaisir les opinions de ses lecteurs et de ses lectrices. Les lettres doivent être signées et accompagnées des nom, adresse complète et numéro de téléphone de leur auteur(e). LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et d'abréger les lettres. Priorité sera donnée aux lettres courtes. Adresser à: Votre page, LE SOLEIL, 390 rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6. Téléphone: 647-3388.

La condition féminine Une position peu nuancée

(En réponse à Jean-Paul II et la condition féminine, lettre de M. J.M. Vaillancourt, publiée le 2 août)

Sans vouloir trop intervenir sur le plan social et religieux, trame de votre très claire et intéressante lettre, je me bornerai à éclaircir certains points techniques touchant la contraception que vous semblez traiter avec une certaine intrépidité.

En effet il me semble que l'Eglise réalise un amalgame tout

à fait injuste lorsqu'elle qualifie d'artificielles toutes les méthodes de contraception autres que l'abstinence et la méthode des températures.

Pour réaliser la contraception on peut agir de trois façons principales, soit en inondant le corps d'oestrogènes afin de modifier le système hormonal pour empêcher l'ovulation. Soit en fixant un dispositif intra-utérin qui empêche la nidation, c'est-à-dire interdire à l'oeuf fé-

condé de se fixer sur l'utérus (en ce cas la vie existe donc déjà). Soit, enfin en empêchant les spermatozoïdes de pénétrer jusqu'à l'utérus en les mettant en contact brièvement avec une substance spermicide qui les détruit (ovule ou crème).

Les deux premières méthodes ne représentent pas une solution acceptable sur le plan religieux car l'engagement pris lors de l'usage des contraceptifs oraux représente un geste à long terme, et plus précisément lorsqu'une femme désire renoncer à la contraception orale, elle pourra mettre des mois à éliminer le produit de son organisme avant de redevenir fertile.

Pour le DIU ou IUD, le fait d'éliminer un oeuf fécondé, donc en fait d'expulser la vie, même microscopique, me semble gênant.

Par contre l'usage de spermicides utilisés quelques minutes ou quelques heures avant les relations, permet de partager la responsabilité avec le conjoint et permet surtout une décision po-

sitive ou négative ponctuelle et immédiate de l'acte contraceptif. Par ailleurs, le fait de mettre une barrière aux spermatozoïdes représente un moyen externe très peu artificiel car il n'intervient pas dans la physiologie des personnes.

C'est pour cela que l'actuelle position de l'Eglise manque peut-être de nuance condamnant l'ensemble des produits pharmaceutiques contraceptifs locaux.

Pour conclure, la contraception ne semble pas avoir été convenablement analysée par les autorités du Vatican; combien de jeunes femmes siègent-elles aux comités sur la contraception? Il n'est donc pas étonnant que les décisions ressemblent à des avis de vieux messieurs, qui malgré leur élévation ne sont pas du tout concernés.

Michel Denis,
vice-président,
Produits pharmaceutiques
Interpharm Inc.
Laval

Le tribunal du RAIF

S'emparant de la tribune de l'information pour s'empresser d'en faire un tribunal, le RAIF (Réseau d'action et d'information pour femmes) vient de mettre Jean-Paul II au banc des accusés, le "dénonçant" comme un "pèlerin irresponsable et agressif" véhiculant un "message étouffant, dépassé, antidémocratique et misogyne". Après ce préambule, on peut parier sans risquer de perdre sa mise que cet homme-là est déjà condamné. Il ne manque plus que le peloton d'exécution.

Une chose est certaine, c'est que le porte-parole du RAIF a une bonne connaissance pratique du vocabulaire le plus ordurier et le plus violent qui soit et qu'en fait d'agressivité et de démesure elle n'aurait pas besoin de courir jusqu'à Rome pour les trouver.

Tentons donc de décoder le message qu'il y a sous ce flot dévastateur de paroles har- gneuses.

Le pape est ipso facto un affreux misogyne parce qu'il condamne sans équivoque les méthodes artificielles de planification... on n'ose plus dire familial tant ce terme doit provoquer la rage du RAIF, et surtout ce moyen infaillible de venir à bout de l'inefficacité toujours possible de la pilule: l'avortement.

Mais la pilule n'est pas condamnée que par les papes. Une certaine Mme Edmonde Morin, célèbre féministe française et ex-marxiste, s'y oppose aussi, au nom de la liberté dont se gargarisent les utilisatrices de ces techniques qui leur valent d'être

sous la coupe de la chimie pour n'avoir pas à être sous celle de la grossesse! Pour ce qui est de l'avortement, résolution drastique d'un "problème" qui a la plupart du temps son origine dans une débordante activité sexuelle, le RAIF semble bien le réclamer "sur demande", comme on le ferait pour une "commande" au restaurant ou la dernière jupe à la mode. "Mon corps est à moi et je puis en faire ce que je veux." Tel est à peu près l'argument que l'on nous sert. Sauf que le corps dont il est question dans l'avortement ce n'est pas celui dont le RAIF veut que les femmes aient le libre usage pour en faire tout ce qu'elles voudront bien, c'est le corps d'un autre que l'on sacrifie pour certaines raisons dont un grand nombre n'ont vraiment rien de philanthropiques. Le foetus dont on se défait par l'avortement est le corps d'un autre qui a osé se placer entre soi et la vie qu'on a décidé de mener dans une volonté "jusqu'au-boutiste" d'en faire à sa guise sans aller toutefois jusqu'à accepter les conséquences possibles de ses décisions. Le plaisir: oui! La responsabilité: non! De plus, ne manqueront pas de nous dire les membres du RAIF, "le pape est un mâle et il est célibataire: il n'a donc pas à parler sur un sujet qui nous regarde". Etrange raisonnement que j'ai entendu souvent. Mais demande-t-on à son cardiologue d'avoir lui-même subi une opération à coeur ouvert pour être tenu pour compétent? (...)

François McCauley
Sillery



Bien à plaindre!

Depuis que je suis abonné au journal LE SOLEIL, j'ai rarement vu une prise de position aussi grossière, irresponsable et haineuse que celle du RAIF envers le pape Jean-Paul II (article paru le 22 août sous la rubrique Jean-Paul II au Canada). A en croire le porte-parole de ce groupe, l'humanité est en train de périr par la faute du pape. Pauvre visionnaire détraquée! Vous êtes bien à plaindre!

Vous semblez craindre que Jean-Paul II répète ses messages d'amour, de paix, de fraternité, du respect des individus, de la famille et de la vie. Eh! bien j'espère qu'il les répètera avec encore plus de force pour qu'ils parviennent enfin à vos oreilles et que vous les compreniez correctement. (...)

Votre communiqué dénote une peur morbide du message de ce "pèlerin agressif et infatigable". C'est curieux comme l'histoire se répète. Le Christ a tellement "dérangé" les siens qu'on l'a assassiné. Dans notre monde dit civilisé d'aujourd'hui, on assassine encore les "dérangés". On a même failli réussir avec Jean-Paul II, ce qui a soulevé l'indignation mondiale. Mais que voulez-vous? La vio-

lence et le mal ne réussissent jamais à triompher. Le Christ est plus fort que jamais et ce ne sont pas des groupuscules comme le vôtre qui y changeront quoi que ce soit. Il est le maître. Une suggestion: allez donc aider une vraie femme libérée, mère Térésa, dans son travail missionnaire...

Je sais que vous me trouverez dépassé, misogyne moi aussi. Mais votre communiqué reflète la même attitude de votre part envers les hommes. Je vous aime comme des filles de Dieu, égales à l'homme. J'aime aussi au plus haut point deux femmes: celle qui m'a donné la vie et celle qui me côtoie tous les jours (je suis marié, catholique et père de quatre enfants).

En terminant, faites donc votre petite enquête: combien de femmes ont participé bénévolement à l'organisation de cette visite historique? Combien de femmes assisteront à la messe et aux autres manifestations du pape au Québec et au Canada? J'espère que vous y serez vous aussi, dans la joie, la simplicité et l'humilité.

Michel Rodrigue
Sainte-Justine
Bellechasse

Pourquoi pas une reine Arthurette?

(Lettre ouverte à tous les directeurs de radio AM)

En ces temps modernes où les femmes sont à la même égalité que les mâles, je ne comprends pas pourquoi vous êtes toujours bornés à vouloir combler le poste de André Arthur par un homme.

Vous dépensez des sommes folles à gauche et à droite pour trouver le "morning man" idéal. Il y a bien juste les extra-terrestres que vous n'avez pas contactés et, tant qu'à dépenser,

allez-y!

Dites-vous bien messieurs que les femmes aussi sont capables de "japper" et de "claquer" une ligne téléphonique. N'est-ce pas que c'est du sexisme que vous faites! Alors, pourquoi ne pas faire un changement radical et prendre une "morning woman" pour faire compétition au roi Arthur? Il y a sûrement une reine "Arthurette" quelque part au Québec!

Georgette Nassif Haddad
Québec

Un club de mâles

Jean-Paul II arrive au Canada; tout le monde s'énervé. En même temps, une commission fédérale révèle qu'à chaque instant notre belle société chrétienne maltraite et viole ses enfants; personne ne s'énervé.

Trente millions pour la sécurité du pape; combien pour la sécurité de nos enfants? \$15 millions pour le show télé d'un pontat étranger en campagne chez nous; combien contre le viol des petites filles par les pères? A peine quelques aumônes de Séraphin aux femmes admirables qui fondent des refuges pour les victimes de cette hécatombe nationale.

Jean-Paul s'en vient dire aux femmes de s'écarter, d'obéir aux mâles qui abusent d'elles et de leurs enfants. Ce soi-disant prophète des droits, l'a-t-on déjà entendu dénoncer le carnage perpétré par les pères dans l'intimité des foyers? Jamais! Les droits du père sont sacrés, et la famille patriarcale est la "cellule

de base" de la chrétienté.

Beau cancer, cette cellule qui, depuis Abraham et César-Auguste, permet à n'importe quel salaud d'établir son petit royaume privé, et d'y persécuter en toute impunité les êtres qui sont la base véritable de toute société, les femmes et les enfants. Depuis Constantin, l'Eglise catholique, club de mâles, est la principale organisation qui maintient la terreur mâle sur les femmes et les enfants.

Après des millénaires d'escavavage et d'horreur, les femmes en ont assez, se révoltent pour sauver leur peau et la peau de leurs petits. Que Jean-Paul aille dicter ses leçons de soumission aux Polonaises ou aux Italiennes, si elles peuvent encore l'endurer. Au Canada, les femmes ont mieux à faire que de l'écouter radoter; elles ont à sauver les enfants; ça presse. (...)

Hélène Simard
Lac-Beauport

Le respect de la vie

Si, comme tel, le débat télévisé des chefs politiques (15-08-84) sur la condition féminine a soulevé l'enthousiasme des femmes et aussi des hommes, sur un point particulier cependant, celui de l'avortement, il dénote une déviation morale et traduit très mal la réalité. D'abord déviation morale parce que faisant silence sur le caractère meurtrier de l'avortement, puis contradiction avec la réalité car, Dieu merci, la grande majorité des membres des diverses associations féminines ont encore le sentiment sacré de la vie. Ce n'est pas le seul endroit d'ailleurs où l'on s'autorise à parler au nom des autres.

Qu'il y ait des cas pénibles, le viol par exemple, c'est déplorable certes, mais ça n'autorise pas à en faire payer le prix à un innocent. Que le foetus soit un être humain en voie de formation, c'est l'enseignement de l'Eglise et c'est aussi l'enseignement de la science. Et si Dieu s'est associé les humains dans la transmission de la vie, il

en demeure le seul Maître cependant. L'Eglise n'exagère rien lorsqu'elle affirme que "l'avortement est un crime abominable". D'où l'on ne peut en même temps se dire croyant et réclamer ou favoriser l'avortement. Faire pression sur les chefs politiques pour qu'ils s'engagent à favoriser le choix à l'avortement ça n'a rien de reluisant. Alors qu'aux Etats-Unis, où se déroule aussi une campagne électorale, les femmes, individuellement ou en groupes, demandent aux chefs politiques de s'engager contre l'avortement, ici, au Canada, on presse de prendre position pour l'avortement. Sommes-nous si dévoyés? Qu'attendent les femmes d'ici et les hommes aussi, pour réclamer des chefs politiques qu'ils s'engagent à respecter la vie? Allons-nous encore longtemps laisser ceux qui ont abdiqué leur catholicisme se constituer les fossoyeurs des vraies valeurs morales et sociales?

J.-Alphonse Beaulieu, ptre
Rimouski

PRÉPAREZ-LEUR UNE RENTRÉE QUI DURERA TOUT L'AUTOMNE ET L'HIVER!

4 JOURS SEULEMENT
Mercredi, jeudi, vendredi et samedi

20% sur manteaux d'hiver et ensembles de ski

33 1/3% sur imperméables - choix de couleurs et grandeurs

De la naissance jusqu'à 16 ans
PLACE STE-FOY, QUÉBEC 10
653-8153

Visa
Master
Card

Entrain Aérobique

C'est PHYSI-RYTHME. Un conditionnement physique rythmé avec enchaînement de mouvements agencés sous forme de routines aérobiques. Allez-y selon votre style et vos capacités, goûtez la musique et améliorez votre condition physique. Entrain Aérobique, c'est aussi DANSE AÉROBIQUE, Jazz, pour allier exercices et plaisir en mariant condition physique et danse. Ma session automne débute le 17 septembre. J'ai choisi le matin car ça me convient très bien, mais je pouvais choisir l'après-midi ou le soir et c'est 2 fois/semaine pour une durée de 12 semaines. Tarif 119.00 \$ Étudiants 89.00 \$

RENSEIGNEMENTS:
Club Entrain
Place Belle-Cour
2600, boul. Laurier
Ste-Foy 658-7771
Exclusif à Québec

Je ne manque pas une bonne émission avec "TELE-MAGAZINE" **MOI, JE LIS LE SOLEIL TOUS LES JOURS!**

abonnement: **647-3333**

LA QUALITÉ SONY
BETA L-750 ou VHS T-120 **9.95\$** ch.

Grève de la faim des sept agriculteurs

Garon ne veut pas céder au chantage

par Maurice GIRARD

MONTREAL (PC) — Le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation attribue à des motifs politiques la grève de la faim de sept agriculteurs, qui protestent contre un ordre de saisie de leur ferme émis par l'Office du crédit agricole.

"C'est évident (qu'il y a des motifs politiques)", a répondu, hier, à Montréal le ministre Jean Garon au cours d'une conférence de presse convoquée pour parler des grandes lignes d'action de la Banque des terres arables, qui doit entrer en action à compter de la semaine prochaine.

Entre-temps, à Saint-Cyrille-de-Wendover, Marcel Talbot, Jean-Claude Boucher et Mario Girouard poursuivaient leur grève de la faim pour une 21e journée consécutive, accompagnés de MM. Clément Brousseau, Marius Montigny, Yvon Robidas et Etienne Grondin, qui les ont rejoints quelques jours plus tard.

Le ministre Garon réprouve leur geste et, prenant exemple des détournements d'avion ou des prises d'otages, affirme que le gouvernement n'a pas à céder au chantage des grévistes.

"Le gouvernement du Québec n'a pas à être l'otage de quelque décision de quelque individu que ce soit. Dans un monde où nous vivons, le gouvernement n'a pas à être mis en opération de chantage par qui que ce soit. Je ne peux pas me mettre au haut d'un édifice et menacer de me jeter si vous ne me donnez pas telle chose. Alors qu'est-ce que le gouvernement devrait faire?"



Le Dr Gerald Diater (à droite) procède à l'examen médical de M. Jean-Claude Boucher, l'un des sept fermiers qui poursuivent leur jeûne à Saint-Cyrille-de-Wendover. La commission parlementaire de l'Agriculture doit se réunir aujourd'hui pour étudier leurs revendications.

Au passage, le ministre de l'Agriculture a critiqué l'Assemblée des évêques du Québec, qui a pris partie pour les grévistes en leur demandant de mettre un terme à leur grève. "Quand les évêques se sont prononcés, j'aimerais qu'ils me disent auprès de qui ils se sont renseignés. Dans leur communiqué, on fait référence à M. (Yvon) Val-

lières", le député libéral de Richmond à l'Assemblée nationale.

"J'aurais aimé être consulté", déplore le ministre qui aurait souhaité rencontrer les porte-parole de l'Assemblée des évêques qu'il tente de joindre depuis quelques jours.

M. Garon se dit "très heureux" de venir témoigner à la commission parlementaire convoquée pour dis-

cuter du cas des grévistes "pour démontrer à quel point nos politiques sont excellentes parce qu'à ce moment-ci elles sont revendiquées partout au Canada".

Il accuse les médias de faire des manchettes avec des cas d'exception puisque, sur 22.000 dossiers au Crédit agricole, seulement 300 ont fait faillite, à la suite de "mauvaises décisions" des agriculteurs. "Si on a des cas où on pense qu'il y a eu abus de l'office, qu'on me les mentionne et je ferai enquête."

Dans ses réponses aux questions, M. Garon a reproché aux journalistes d'avoir fait des gros titres avec toute cette histoire. Il leur conseille de vérifier les dossiers des grévistes et d'accorder autant de publicité à leur cas personnel qu'à la "merde" qu'ils ont fait tomber depuis quelques jours sur l'Office du crédit agricole.

"Dans le cas d'un ou deux journaux, on me dit qu'on a vu le dossier et qu'on l'a trouvé tellement mauvais pour l'individu concerné qu'on n'a pas voulu taper sur la tête d'un pauvre type. Mais quand vient le temps de taper sur le gouvernement, sur l'office ou sur le ministre, on peut taper à tour de bras, même si les faits qu'on donne sont plus ou moins exacts", reproche-t-il à la presse.

Par ailleurs, le ministre a communiqué les objectifs de la Banque de terres arables, projet annoncé il y a quelques mois. Doté d'un actif de \$20 millions pour chacune des trois prochaines années, la Banque achètera, revendra ou louera annuellement quelque 20.000 acres à des taux inférieurs au marché, qui varient de 5 à 7 pour 100.

La commission parlementaire de l'Agriculture étudiera le cas des grévistes

(PC) — A la demande du député libéral de Maskinongé Yvon Picotte, la commission parlementaire de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation siégera aujourd'hui à huis clos pour se pencher sur la politique de l'Office du crédit agricole et en particulier sur le cas des grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover.

La convocation a été faite par le président de la commission, le député libéral de Richmond Yvon Vallières, à qui M. Picotte avait fait parvenir sa requête.

La nouvelle a semblé surprendre le vice-président Maurice Dupré (PQ — Saint-Hyacinthe). Tout en reconnaissant que la commission avait été convoquée en bonne et due forme, M. Dupré se demande s'il faudra réunir les députés à chaque fois qu'un cas singulier est à signaler quelque part dans la province.

La lettre de M. Picotte fait suite aux rapports sur l'état de santé critique des grévistes de la faim Marcel Talbot et ses six confrères.

M. Talbot et ses compagnons d'infortune luttent contre la confiscation de leurs biens agricoles.

La confiance règne dans le clan Talbot

DRUMMONDVILLE (PC) — La confiance règne dans le clan Talbot, à Saint-Cyrille, depuis que le député libéral de Richmond, M. Yvon Vallières, également président de la commission parlementaire sur l'agriculture, a pris l'initiative de convoquer cet organisme pour aujourd'hui.

"Il faut cependant, a souligné M. Jean-Claude Boucher, président du Mouvement pour la survie des agriculteurs, que l'ordre du jour de la commission parlementaire contienne clairement une étude de nos demandes. Il faudra également qu'elle accepte certaines de nos demandes préliminaires, comme un moratoire de quelques semaines sur la saisie des fermes, pour qu'on cesse la grève de la faim."

Le groupe s'est dit prêt à céder sur certains points, comme la demande de démission du président de l'Office du crédit agricole, M. Camille Moreau.

"Quand la commission siégera et que le public verra tout ce qui s'est fait ces dernières années au Québec, M. Moreau ne pourra plus tenir en place, tellement ce sera affreux", a affirmé M. Boucher.

Quant aux grévistes de la faim, leur état était stationnaire hier. "L'espoir que ça se règle bientôt et le moral des grévistes tiennent tout le groupe", a dit M. Boucher.

Entre-temps, le Syndicat des producteurs de porcs de l'Estrie (UPA) a qualifié d'irresponsable la position adoptée par les dirigeants de l'UPA, MM. Jacques Proulx et Jean-Yves Couillard, dans le dossier de l'agriculteur Marcel Talbot, et a accordé son appui inconditionnel aux grévistes de la faim.

Dans un communiqué, le syndicat affirme que l'Union des producteurs agricoles a commis un "affront inacceptable" à l'égard de "nos nombreux confrères qui ne sont plus en production et ceux qui sont en sérieuses difficultés" en protégeant les intérêts de l'Office du crédit agricole dans cette affaire.

Réduisez vos frais de chauffage

possiblement jusqu'à 60% avec un thermopompe

(pour le chauffage en hiver et la climatisation en été)

Guillot peut également vous installer l'un des éléments suivants:

- Chauffe-air électrique pour système bi-énergie à air chaud ou eau chaude (maisons unifamiliales, logements multiples et institutions)
- Fournaise électrique, au gaz naturel ou au mazout, pour systèmes à air chaud ou eau chaude
- Brûleur à flamme retenue (Retro-fit)

La plupart de ces travaux sont admissibles aux subventions fédérale et provinciale. Possibilité de financement jusqu'à 10 ans.

ESTIMATIONS GRATUITES

GUILLOT

MAÎTRES EN ÉLECTRICITÉ — PLOMBERIE
CHAUFFAGE — CLIMATISATION — VENTILATION

Vente et service: 661-9211 En poste 24 heures sur 24

4 DERNIERS JOURS



LE MEILLEUR CHOIX ET LES MEILLEURS PRIX!

Manteaux en Agneau rasé teint brun.

\$599

Manteaux en Rat musqué naturel.

\$1099

Manteaux en Castor long poil naturel, peaux allongées.

\$1299

Manteaux en Chat sauvage naturel lustré, peaux pleines.

\$1499

Manteaux en Loup naturel uni ou garni de Renard.

\$1699

Manteaux en Renard bleu naturel.

\$1699

Manteaux en Chat sauvage naturel lustré, peaux allongées.

\$1699

Manteaux en Vison naturel, peaux allongées.

\$1999

Manteaux en Chat sauvage entièrement naturel, peaux allongées.

\$2199

Manteaux en Vison de qualité supérieure, naturel.

\$2999

Lot de fourrures désasorties, dont quelques unités. Val. jusqu'à \$1899.

\$949

Vaste sélection de manteaux courts en fourrures de toutes sortes:

\$199 à \$2999

Collection incomparable de paletots en fourrures variées pour hommes.

\$499 à \$3999

• Corrections d'ajustage gratuites • Garantie d'un an tout risque
• Police d'assurance d'un an • Entreposage gratuit la première année

LUXUEUX ENSEMBLE VÊTEMENTS DE BASE

Pérelé
PARIS

VALEUR: \$60

EN CADEAU!

AVEC L'ACHAT D'UNE FOURRURE DURANT LA VENTE D'ÉTÉ

Plusieurs modèles ou choix et grandeurs jusqu'à 44 dans notre magnifique collection Pérelé de Paris.

PROFITEZ DE NOTRE PLAN-MAISON POUR L'ACHAT DE VOTRE FOURRURE

12 MOIS SANS INTERET

Financement sur place, sans intermédiaire. Vous ne payez que la taxe de vente au moment de l'achat.

AUTRE PLAN MISE DE CÔTÉ SANS INTÉRÊT JUSQU'À L'AUTOMNE

POUR L'ACHAT SÉRIeux D'UNE FOURRURE CONSULTEZ D'ABORD LES PLUS GRANDS SPÉCIALISTES

laiberté

MAIL CENTRE-VILLE QUÉBEC 525-4841